

le prolétaire

M2414 - 484-485 - 1,5€ organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Autres publications:
« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol

Journal bimestriel
N° 484 - 485
Mai - Sept. 2007
44è année - Un expl.: 1,5€ / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Les élections ça coûte cher, mais ça peut rapporter gros !
- Non à l'union sacrée derrière le PS! Vive la lutte de classe contre le capitalisme !
- V.P. («Partisans»): Les auxiliaires maoïstes de la démocratie
- Non à une intervention au Darfour!
- Après la grève générale, calme précaire en Guinée
- Une seule issue au calvaire des masses palestiniennes: la lutte prolétarienne!
- Venezuela: Chronique d'une très bourgeoise «révolution bolivarienne»
- Lénine. Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat (1919) (extraits)
- L'entrée de Fadela Amara au gouvernement
- «Auschwitz ou le grand alibi» n'a pas le droit de cité à la Fête de L.O.
- Qu'est-ce que l'UJFP ?

La leçon des grèves à Airbus

Sous le capitalisme le système démocratique bourgeois confère aux élections un but précis: étouffer la combativité prolétarienne en détournant le mécontentement vers les urnes. Aussi faut-il se réjouir de l'échec au moins partiel de cette manoeuvre chez Airbus-EADS, fleuron de l'industrie aéronautique et spatiale en Europe.

Vantée comme le symbole de la collaboration européenne, Airbus se donne l'image d'une entreprise moderne dont les employés, bien payés et assurés de leur emploi, doivent être fiers et pour laquelle ils doivent donner le meilleur d'eux-mêmes dans un climat corporatiste; il n'y a d'ailleurs pas d'ouvriers chez Airbus, mais des... «opérateurs»! Depuis sa création, Airbus n'avait pas connu de grèves.

La multinationale EADS dont Airbus est une filiale, est le fruit de la coopération d'entreprises de 4 Etats: Allemagne, Angleterre, Espagne et France; elle livre sur le marché mondial une lutte farouche contre la société américaine Boeing (qui a avalé ses concurrents d'outre atlantique moins puissants comme Douglas). Il aura fallu quelques trente ans pour bâtir cette entreprise (ou plutôt ce conglomerat reposant sur une direction bicéphale franco-allemande où chacune des parties suspecte l'autre) à partir d'entreprises publiques: en France, l'Aérospatiale (entreprise française nationalisée qui regroupait essentiellement Sud-Aviation et Nord-Aviation), en Allemagne, MBB, grâce à de multiples aides publiques.

Outre-Rhin, c'est le gouvernement conservateur du chancelier Kohl qui vend MBB à l'entreprise privée Daimler; en France c'est sous les auspices du gouvernement Jospin et du ministre PCF Gaysot, que l'Aérospatiale est privatisée.

Dans les faits elle est bradée à l'industriel Lagardère, avec une «ristourne» de 4 milliards sur un prix de 13 milliards de francs; Lagardère se voyant en outre accorder la direction de l'entreprise bien qu'il soit minoritaire (1): voilà une confirmation qu'il n'y a

(Suite en page 4)

Nouvelle victoire de la mystification électorale Besoin accru de la lutte prolétarienne!

L'interminable campagne électorale qui depuis de longs mois n'a cessé d'intoxiquer les cerveaux prolétariens s'est donc terminée par le résultat pronostiqué dès son début par les instituts de sondage, ces très rentables entreprises qui sont devenues d'incontournables officines de la vie politique et économique bourgeoise: la victoire de Sarkozy.

En dehors même de ce résultat, les politiciens de tout bord et tous les commentateurs bourgeois ont salué le fait que pour la présidentielle, le cirque électoral a connu une affluence record: au premier tour, le taux d'abstention y a été le plus bas depuis des

Cette usure est cependant réelle; la tendance de fond qui depuis des décennies s'exprime par une baisse régulière de la participation électorale peut bien être momentanément surmontée, elle ne peut être enrayée comme nous l'avons vu encore une fois. Laissant de côté la poussée de l'abstention au deuxième tour des présidentielles en résultat des consignes de Le Pen et de Bayrou, les élections législatives qui ont suivi ont en effet connu le plus faible taux de participation de toute l'histoire de la Ve République (fondée il y a cinquante ans)!

Sans doute il faut voir là une reflet de la lassitude causée par une campagne qui n'en finissait pas et le sentiment que les jeux étaient faits; mais l'important à noter est que cette «lassitude», c'est-à-dire ce **désintérêt** relatif vis-à-vis de la mystification électorale

ont été variables selon les classes sociales. Si l'on en croit les analyses de la participation électorale (bien plus fiables que les intentions de vote publiées par les instituts de sondage parce qu'elles analysent des actes accomplis et sont peu suspectes de manipulations), la participation au premier tour des législatives a été d'autant plus importante que l'électeur potentiel appartenait aux classes sociales supérieures: 80% chez les cadres supérieurs, 74% dans la catégorie «artisans, commerçants, chefs d'entreprise». Plus faible dans les couches moyennes, elle y était encore largement majoritaire: 64%.

Par contre dans les catégories sociologiques qui correspondent au prolétariat, c'est l'abstention qui a été majoritaire: 53% d'abstentionnistes chez les «ouvriers et em-

dizaines d'années. Dans les quartiers populaires qui avaient été embrasés par les émeutes à l'automne 2005, les tenants de la paix sociale ont vu avec ravissement la participation électorale monter en flèche. Toutes choses égales par ailleurs il s'est passé le même phénomène que lors du deuxième tour des présidentielles de 2002, lorsque la mobilisation générale des médias et de tout l'arc des forces politiques bourgeoises avait ramené en masse les électeurs en général et les prolétaires parmi eux vers les urnes. Les mécanismes de la démocratie électorale ont beau être usés, ils sont encore capables d'une redoutable efficacité.

ployés» et 58% chez les seuls ouvriers (1). Lorsqu'on sait en outre que les non-inscrits sont nombreux dans les couches prolétariennes (en particulier parmi les jeunes) (2) et qu'une partie importante du prolétariat en France est de nationalité étrangère et donc ne vote pas, on réalise à quel point est minoritaire la participation électorale dans le prolétariat!

Ce défaut d'intégration prolétarienne dans les mécanismes de la démocratie électorale n'est que le reflet d'un défaut croissant d'intégration dans les mailles de la collaboration de classes; et une autre expression en est la perte d'influence des forces réformatrices traditionnelles au fur et à mesure de la dégradation de la situation du prolétariat et

(Suite en page 2)

Etat, démocratie et dictature dans la perspective du communisme

ORIGINE ET FONCTION DE L'ETAT

Le parlementarisme et la démocratie électorale en général constituent une forme particulière de l'Etat. Cela signifie que rien de tel n'existera dans la société communiste où il n'existera pas de classes sociales ni donc d'antagonismes sociaux et de domination d'une classe sur les autres et par conséquent **pas d'Etat**. La conception marxiste de l'Etat est ainsi définie par Lénine (dans «L'Etat et la révolution») sur la base des textes de Marx et d'Engels: «L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont **inconciliables**. L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions entre les classes **ne peuvent** être conciliées. Et inversement: l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont **inconciliables**»

Cette position n'a rien de commun avec l'idéalisme libertaire qui voit dans l'Etat une réalité autonome, qu'il suffirait de supprimer pour mettre fin à l'exploitation et à l'oppression. Mais elle s'oppose aussi diamétralement à l'affirmation de la bourgeoisie et de ses valets réformistes qui, même lorsqu'ils reconnaissent l'antagonisme entre les classes, présentent l'Etat comme un **organe de conciliation** placé au dessus d'elles: cet antagonisme étant irréductible, l'Etat montre seulement «le besoin d'un pouvoir qui, placé en apparence au dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'«ordre»»

«Mais, ajoute Engels aussitôt, comme

l'Etat est né du conflit même de ces classes, il est, en règle générale, l'Etat de la classe la plus puissante, celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi la classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée».

L'Etat tend bien à «modérer» le conflit entre les classes, à l'empêcher d'exploser, mais par là même il tend à **maintenir** les rapports économiques et sociaux de ces classes: il est «un **organe** de domination de classe, un organe d'**oppression** d'une classe par une autre, la création d'un «ordre» qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit de classe», commente Lénine.

Bien loin d'être «l'administrateur public», l'Etat est donc un appareil de coercition apte à promouvoir et à défendre des rapports de production donnés, de les **imposer** aux classes qui en pâtissent. «L'Etat, c'est une trique» résume Engels. Dès lors, il est évident que dans une société sans divisions sociales ni classes l'existence d'un tel appareil de coercition n'aurait aucun sens, «le gouvernement des hommes faisant place, comme dit Marx, au gouvernement des choses».

Mais dès qu'on a compris que l'Etat est l'instrument avec lequel une classe domine la société et lui impose son mode de production, il devient aussi évident que la structure et le mode de fonctionnement de cet appareil ne peuvent pas ne pas dépendre du mode de production considéré. La **forme** de l'Etat ne relève pas du hasard, ni ne

dépend de règles abstraites et générales; elle correspond au contraire aux rapports de production particuliers qu'elle défend et reflète les rapports sociaux qu'elle impose. Par conséquent l'appareil d'Etat forgé par une classe pour imposer un certain ordre social, ne peut pas servir à une autre classe pour détruire ou supplanter cet ordre. La preuve en est que dans sa lutte pour la domination, la bourgeoisie a dû renverser l'Etat féodal et construire le sien.

FONCTION ET STRUCTURE DE L'ETAT BOURGEOIS

La fonction de l'Etat bourgeois est de créer ou de garantir les conditions de la reproduction élargie du capital - dans la mesure où ces conditions peuvent être imposées par la violence et la contrainte.

Historiquement, sa première tâche était de libérer la production, la circulation et la vente des marchandises (et en premier lieu de cette marchandise particulière qui est la source de plus-value: la force de travail) des obstacles que leur opposait la société féodale. Ces obstacles, l'allégeance personnelle, l'attachement du serf à la terre, les droits et privilèges locaux, les restrictions corporatives, les réglementations et interdits de tout type, etc., c'est l'Etat féodal dont la structure était parallèle à celle de la société, qui les maintenait. Détruire les entraves féodales à l'essor du capital, et étouffer par la terreur toute velléité de les rétablir, telle fut donc la

(Suite en page 8)

Nouvelle victoire de la mystification électorale Besoin accru de la lutte prolétarienne!

(Suite de la page 1)

de la disparition des amortisseurs sociaux au rythme des «réformes libérales» entreprises sous la pression des capitalistes. L'état actuel du PCF qui depuis la dernière guerre mondiale incarnait ce réformisme garant contre-révolutionnaire de l'ordre capitaliste, est suffisamment éloquent pour qu'il soit besoin d'une longue analyse: partout où il ne peut s'appuyer sur le clientélisme fondé sur les quelques municipalités qui lui restent, son score électoral s'effondre au niveau de celui d'un groupe trotskyste moyen, dépassé même par le dynamisme de la campagne Besancenot!

S'il faut se réjouir de la confirmation que les prolétaires se désintéressent malgré tout de plus en plus de la mystification électorale, le problème est que ce désintérêt, qui plus est relatif comme l'a montré la présidentielle, ne peut se transformer automatiquement en prise de conscience de la nécessité du retour à la lutte de classe contre les capitalistes et leur Etat. Les obstacles sont nombreux sur cette voie, à commencer par le nouveau réformisme trotskyste.

L'AVANT-GARDE À LA REMORQUE

Les dernières élections ont montré qu'en dépit de son échec électoral, l'extrême gauche trotskyste est bel et bien devenue un acteur irremplaçable du cirque démocratique dans lequel elle est irrémédiablement engagée. Qui a été le véritable moteur de l'antisarkozysme dont a bénéficié la candidate du PS, sinon les trotskystes (ainsi que d'autres courants d'extrême gauche comme les libertaires qui ont appuyé cette mobilisation anti-Sarko)? Présentant Sarkozy comme le candidat dont il fallait empêcher à tout prix l'élection, ils ont tout-à-fait consciemment travaillé pour le Parti Socialiste. La LCR a appelé à faire du deuxième tour des présidentielles et législatives, des «référendums anti-Sarkozy», tandis que la candidate de Lutte Ouvrière, au soir du premier tour des présidentielles, se précipitait pour être la première à soutenir Ségolène Royal. Comme nous l'écrivions sur le n°482 de ce journal, LO s'est implicitement présentée lors de cette élection comme l'auxiliaire des partis de gauche et plus précisément du PS, à la différence de son attitude lors des élections antérieures. Au point qu'on peut trouver dans une analyse de LO sur les causes de son faible score ces lignes qui sonnent comme un aveu:

«La fraction de l'opinion à laquelle s'est adressée la LCR était certainement beaucoup plus hostile au Parti Socialiste [qu'«une grande partie de l'électorat populaire de gauche y compris notre électorat fidèle»]. Peut-être, dira-t-on, beaucoup plus consciente, mais peut-être aussi beaucoup moins solidaire des sentiments des classes sociales les plus exploitées qui sont les plus victimes du maintien d'un gouvernement de droite et les plus enclins à avoir des illusions sur les partis bourgeois de gauche. La LCR a fait une campagne violemment anti-PS (...) à tel point d'ailleurs que, par comparaison, certains camarades de la LCR ou même de LO considèrent que notre campagne était trop complaisante envers la candidate du PS» (3).

Indépendamment du fait que la campagne de la LCR a été tout sauf violemment anti-PS («nous n'avons jamais été partisans de la politique du pire» - Krivine pour préparer le ralliement à Royal), il est entièrement à démontrer que les plus exploités sont ceux qui ont le plus d'illusions envers ce parti. Ce n'est pas en tout cas ce qui ressort clairement des enquêtes sur les votes à la présidentielle. Si Ségolène Royal a fait son meilleur score chez les moins de 25 ans et chez les électeurs d'origine africaine ou de confession musulmane (conséquence directe de la campagne anti-Sarko et des positions anti-immigrés de l'ancien ministre de l'Intérieur), le gros de son électorat vient des couches

moyennes et des diplômés (4).

Quant à reprocher aux secteurs «plus conscients» de ne pas être «solidaires» des illusions envers les partis bourgeois de gauche, c'est-à-dire de ne pas s'aligner sur ces illusions, il fallait l'oser de la part d'une organisation qui se veut être l'avant-garde marxiste de la classe! Mais cette tirade nous donne le secret de la politique de LO: non pas combattre, mais reprendre et diffuser les illusions pro-bourgeoises qui dominent parmi les masses; autrement dit se mettre à la **remorque** des partis bourgeois de gauche «sans illusion, mais sans hésitation» selon la formule d'Arlette Laguiller dans son appel de soutien à Ségolène Royal...

Sur cette pente, il n'y a guère de limite; selon l'enquête sur les votes dont nous avons parlé plus haut, le tiers des électeurs qui se définissent comme sympathisants de Lutte Ouvrière auraient voté au second tour pour Nicolas Sarkozy (5). A quand alors un ralliement de cette organisation au nouveau président au nom de la solidarité avec ces illusions?

UN GOUVERNEMENT DE COMBAT ANTIPROLÉTARIEN

L'élection de Sarkozy ne signifie pas la victoire du cupide et insensible capitaliste face à la gentille et humaine socialiste. Le programme des deux candidats ne se distinguait que dans la mesure où celui de l'une était plus hypocrite que celui de l'autre. Royal a même tenté de déborder Sarkozy sur sa droite en l'accusant de ne pas être assez répressif! L'argument essentiel du PS était qu'il savait faire passer les réformes (lire: les attaques antiprolétariennes) sans difficultés là où un gouvernement Sarkozy provoquerait à coup sûr des troubles sociaux. Cela n'a pas suffi à donner la victoire à Royal; les électeurs, dûment cornaqués par les médias dont les grands patrons (Lagardère, Bouygues, Bolloré) s'étaient mobilisés pour faire élire Sarkozy, ont préféré la version originale à la copie soft. C'est la traduction du besoin ressenti par les grands groupes capitalistes français, soumis à une concurrence acharnée sur le marché mondial, d'accroître suffisamment leurs profits par l'accélération du rythme des attaques antiprolétariennes fût-ce en courant le risque d'affrontements sociaux. Il ne faut pas chercher ailleurs la raison du rythme accéléré que Sarkozy imprime à l'activité gouvernementale pour la réalisation de ces attaques dont l'énumération révèle l'ampleur:

Diminution des charges patronales avec l'instauration de la TVA **antisociale** (consistant à financer par le plus injuste des impôts, la TVA qui est surtout payée par les plus pauvres, les charges sociales des entreprises: le «salaire différé»), diminution des impôts des bourgeois («bouclier fiscal», exonération partielle des successions), restrictions du droit de grève, dégraissage de la Fonction Publique, réforme de la Sécurité Sociale, réforme des retraites, réforme des Universités, modification du contrat de travail...

Mais en bon politicien bourgeois, le nouveau président est parfaitement conscient qu'il doit déminer le terrain et pour cela accroître sa légitimité politique. C'est ce qui explique ses «ouvertures» en direction de personnalités du PS, qui continuent même après les élections; au moment où nous écrivons Hubert Védrine, le grand spécialiste PS de politique étrangère - et administrateur du groupe Bolloré (le monde bourgeois est petit!) - et Jack Lang, ancien porte-parole officiel de la candidature Royal, ont été nommés à la tête de commissions gouvernementales ad hoc, Strauss-Kahn est proposé comme candidat à la direction du FMI, Fabius est reçu à l'Élysée, Montebourg est courtoisé, d'autres encore ont été approchés par les services présidentiels...

Ces spectaculaires ralliements en cours ou potentiels, succédant à ceux effectifs

d'un Besson, d'un Kouchner, d'un Allègre ou d'une Amara démontrent de manière irréfutable que rien d'essentiel ne sépare les partis bourgeois de droite et de gauche. Parisot l'avait déjà dit: le Medef ne donne pas de consigne de vote pour le second tour des présidentielles, car les deux candidats sont partisans de l'économie de marché. PS comme UMP sont également des défenseurs du capitalisme et donc des **ennemis des travailleurs** dont l'exploitation fait vivre celui-ci. Et le ralliement au PS de l'extrême gauche lors des élections qui ne sert qu'à dissimuler cette réalité, la range elle aussi dans ce camp ennemi.

LE SPECTRE DE LA LUTTE OUVRIÈRE

Le spectre de la lutte ouvrière préoccupe sans aucun doute les cabinets ministériels. Outre le débauchage de personnalités, le nouveau gouvernement s'est donc livré à un embryon de négociations avec les syndicats. Il n'est pas sûr que cela suffise; si la CFDT a immédiatement condamné comme «anti-démocratique» toute perspective de «troisième tour social», c'est-à-dire toute perspective de lutte contre les mesures projetées par le gouvernement, les autres syndicats ne pourront pas ne pas au moins faire semblant de lutter, s'ils ne veulent pas être débordés. Déjà au cours même de la campagne électorale une série de conflits ont éclaté qui témoignent d'une volonté de lutte dans certains secteurs, y compris centraux, de la classe ouvrière: dans l'automobile, la grève chez PSA (Aulnay), les grèves à Airbus comme les grèves des sans-papiers de Buffalo Grill et des dizaines d'autres qui sont restées ignorées des grands médias.

Mais il ne faut pas s'y tromper: demain comme aujourd'hui à Airbus, hier lors de l'instauration du CNE et du CPE ou avant-hier lors des luttes sur les retraites, les directions syndicales ne joueront la comédie de la lutte que pour mieux la contrôler ou l'étouffer. Elles trouveront là le renfort de l'extrême gauche qui, sous prétexte d'«unité» ou de «pression sur les organisations syndicales», s'emploieront à dévoyer toutes les poussées de réor-

ganisation classiste parmi les travailleurs.

Devant l'agonie du réformisme classiste, toute une agitation nécrophage se développe pour reconstituer une force politique collaborationniste capable de prendre sa relève et de redonner la stabilité nécessaire au théâtre politique bourgeois; le PT comme la LCR se mobilisent pour créer un nouveau parti, tandis que ce qui reste du PCF se déchire pour savoir s'il faut constituer une nouvelle organisation, comment et avec qui. Les exemples italien (avec les aléas de Rifondazione Comunista) et allemand (fondation de Die Linke par fusion d'un courant du parti social-démocrate et des anciens stalinien au pouvoir à l'Est) y sont chaudement discutés.

Si la situation actuelle du capitalisme rend impossible la construction d'une force collaborationniste de l'importance des partis stalinien d'autrefois, ces nouveaux réformistes représentent et représenteront cependant encore longtemps un obstacle de taille à la reconstitution du véritable parti de classe, fondé sur la base du programme communiste authentique. Une lutte politique, théorique et programmatique sans compromis contre eux sera la condition pour gagner demain au communisme révolutionnaire les éléments issus des futures flambées de lutte.

Mais l'avenir appartient à la lutte prolétarienne et à la révolution. En silence la vieille taupe de Marx travaille!

(1) Enquête de l'Institut LH2, «Libération», 12/6/2007.

(2) cf «La démocratie de l'abstention», Gallimard, Paris 2007. Il s'agit d'une intéressante enquête sociologique réalisée dans un quartier prolétarien de Saint Denis. Les auteurs montrent que l'abstention est souvent une attitude très politique de certaines couches prolétariennes qui manifestent ainsi leur hostilité à l'ordre existant.

(3) cf «Lutte de classe», organe théorique de Lutte Ouvrière, n°105 (mai-juin 2007).

(4) Statistiques du CEVIPOF, «Le Monde», 8/6/2007

(5) Selon une enquête de l'IFOP menée du 9 au 23 mai pour le compte du Ministère de l'Intérieur, «Le Monde», ibidem.

Les élections, ça coûte cher, mais ça peut rapporter gros!

Les élections que les trotskystes présentent comme une tribune que donne la bourgeoisie, coûtent cher: par exemple quand un parti n'a pas atteint le seuil de 5% des voix aux élections présidentielles.

C'est la mésaventure qui était arrivée en 2002 au Parti Communiste qui avait plombé ses comptes parce qu'il avait négligé d'envisager cette éventualité. En 2007 ni le PCF, ni les Verts ni les trotskystes n'ont franchi la barre fâtidique des 5% qui permet de se faire rembourser ses frais de campagne par l'Etat bourgeois. Alors que LO, par exemple, qui tablait lors de son dernier Congrès pour un score conjugué des trotskystes de 10%, n'a pas dépassé les 1,33% (perdant les trois quarts de son électorat de 2002, Arlette a pris la plus spectaculaire gamelle de tous les candidats et réalisé son plus mauvais score depuis sa première candidature il y a trente ans!), la LCR obtenant un peu plus de 4% des votants.

Chaque candidat à la Présidentielle officiellement reconnu a droit à une somme forfaitaire de 800.000 euros. Les camarades de Besancenot affirment que par prudence ils n'ont pas dépensé plus pour leur campagne présidentielle, alors que les dépenses de LO auraient avoisiné les 2 millions d'euros, à cause surtout du prix de leur campagne d'affichage publicitaire réalisée avant l'ouverture de la campagne officielle. Il s'agit des affiches: «Arlette Laguiller. Qui d'autre peut se dire vraiment dans le camp

des travailleurs?» Ses électeurs ont répondu en courant aller voter pour Royal. A vous dégoûter d'être «solidaire de leurs illusions»...

Lors des élections législatives, tout parti qui a obtenu au moins 1% des voix dans 50 circonscriptions (nouvelle réglementation plus sévère) a droit à 1,63 euros par voix, l'obtention de sièges de députés ou de sénateurs étant évidemment bien plus fructueuse. Le Journal Officiel du 27/1/2007 a rendu public le montant des aides de l'Etat bourgeois aux divers partis pour l'exercice 2006. Pour comparaison, le PCF a ainsi obtenu 1.882.156 euros (à quoi il faut ajouter le versement correspondant à ses élus et groupe parlementaires: 1.864.549 euros).

Du côté des organisations dites «révolutionnaires», la LCR a touché 525.707 euros, LO 495.169 et le PT 65.508. Pour des petites organisations, ce sont des sommes qui sont très loin d'être négligeables!

Question: l'Etat verserait-il cet argent s'il s'agissait vraiment d'organisations communistes, utilisant la fameuse «tribune électorale» pour faire de la propagande révolutionnaire?

Question subsidiaire: pourquoi ces organisations participent-elles systématiquement à toutes les élections?

(La réponse se trouve dans l'énoncé du problème).

Non à l'Union Sacrée derrière le PS! Vive la lutte de classe contre le capitalisme!

« Une victoire de la démocratie », « les Français retrouvent le chemin des urnes », « les ouvriers renouent avec les partis de gouvernement », voilà quelques uns des commentaires avec lesquels les médias se sont félicités du résultat du premier tour des élections. Au-delà des contingences partisans, les commentateurs politiques bourgeois se félicitent bruyamment que la tendance croissante depuis des années à l'abstention et au discrédit du système politique ait subi un « coup d'arrêt ».

Les urnes plutôt que la rue, les bulletins de vote plutôt que les cocktails molotov, ce slogan des diverses associations et partis collaborationnistes, pacifistes et réformistes a remporté un franc succès dimanche dernier, démontrant que les illusions électorales sont bien vivantes et que la mystification démocratique fonctionne toujours ! Le deuxième tour des présidentielles et les législatives qui suivront vont être utilisés pour diffuser à plus haute dose encore l'intoxication électorale selon laquelle le vote est le (seul) moyen pour faire changer les choses, le seul moyen pour s'opposer aux attaques bourgeoises - ou au moins pour peser sur la politique suivie par les dirigeants du pays.

A BAS LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE !

Le système politique bourgeois démocratique repose en réalité sur un double mensonge : le mensonge selon lequel tous les citoyens étant « libres et égaux en droit » ils disposent tous de la même parcelle de souveraineté politique, qu'ils soient patron d'une multinationale ou chômeur en fin de droit ; et le mensonge selon lequel l'Etat (avec tout son appareil politique, judiciaire, répressif, etc.) est une institution « impartiale » au-dessus des classes et au service de tous.

En réalité la société capitaliste est divisée en classes aux intérêts opposés, divisée entre deux pôles entre les quels gravitent

toutes les couches intermédiaires : la classe dominante de la petite minorité de ceux qui s'approprient toutes les richesses - les capitalistes - et la grande masse de ceux qui ne possèdent rien - les prolétaires, obligés de se vendre aux patrons pour vivre.

L'Etat est avant tout l'organe de défense du mode de production capitaliste et de la domination politique de la minorité bourgeoise. Grâce aux différentes institutions étatiques, aux grands moyens de communication aux mains des capitalistes, comme au poids des organisations collaborationnistes que ces derniers ont achetées, « les idées dominantes sont les idées de la classe dominante » (Marx) : autrement dit, ce sont des forces bourgeoises qui façonnent l'« opinion publique » et déterminent le prétendu « libre arbitre » de l'individu électeur.

Mais en dépit de leur domination économique et politique, les capitalistes ne peuvent empêcher que les antagonismes entre exploités et exploités ne débouchent sur des luttes, des affrontements au cours desquels les exploités sur la base de l'expérience concrète de leur force collective peuvent s'émanciper de leur sujétion aux forces bourgeoises.

Pour les capitalistes comme pour leurs valets réformistes attachés au maintien de leurs privilèges dans le système existant, il est donc essentiel de détourner les jeunes et les prolétaires de la seule voie réaliste et efficace de se défendre, la lutte ouverte ; pour ne pas mettre en difficulté le capitalisme national, et pour éviter qu'une lutte défensive puisse déboucher sur une lutte frontale contre l'ordre bourgeois. C'est pourquoi lors des luttes contre le CPE, le chef du PS Hollande déclarait que le CPE serait appliqué puisque la loi avait été votée et que la seule chose à faire était d'attendre les prochaines élections. Les jeunes et les salariés ne l'ont pas écouté et ils ont obligé par leurs luttes le gouvernement à retirer cette mesure votée (même si les directions syndicales ont réussi

à stopper le mouvement avant qu'il aille plus loin)!

En 2002, une formidable campagne d'opinion, menée par à peu près tous les médias, tous les partis, toutes les associations, avait ramené en masse les moutons électeurs vers les urnes afin de soutenir le politicien bourgeois escroc en chef, Chirac.

Aujourd'hui une campagne d'opinion différente mais tout aussi funeste veut assurer la réussite d'une nouvelle escroquerie : le renforcement du Parti Socialiste en tant qu'alternative à la droite sarkozyste. Après avoir réussi à ramener vers les urnes pas mal de travailleurs et de jeunes des milieux populaires qui s'en détournaient, cette campagne cherche à créer, derrière la candidate fabriquée par les médias, un rassemblement autour du PS au nom de l'anti-sarkozysme. Lorsque Bayrou a déclaré que de « puissants intérêts » se trouvaient derrière la prise de position du « Monde » en faveur de la présence de Ségolène Royal au 2^e tour, il ne visait sans doute pas seulement le groupe Lagardère, mais les secteurs bourgeois les plus influents qui préparent cette solution depuis de longs mois.

VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

En effet dans une situation où le capitalisme français rencontre des difficultés importantes sur le marché mondial, tous les capitalistes réclament grands cris l'accélération des attaques contre les travailleurs, la remise en cause plus nette des « acquis sociaux » concédés autrefois (et Bayrou, Royal comme Sarkozy sont d'accord sur ce point).

Mais les responsables bourgeois savent que des réactions prolétariennes à de nouvelles attaques sont inévitables ; à défaut de pouvoir les prévenir, ils ont besoin qu'il y ait à gauche un parti bourgeois suffisamment fort pour les maîtriser et les canaliser de façon inoffensive. En raison de la déliquescence du PC et de l'immaturité de l'extrême gauche électorale, seul le PS peut agir comme garde-fou de l'ordre capitaliste. C'est là l'objectif fondamental du front unique anti-Sarkozy derrière le PS : non pas obtenir une plus qu'improbable victoire électorale de Royal, mais reconstituer à gauche une force anti-prolétarienne suffisamment solide pour maintenir le calme sur le front social.

L'union en cours autour d'un parti qui, avec ses compères de la « gauche plurielle », a servi fidèlement le capitalisme et l'impérialisme français depuis l'élection de Mitterrand il y a plus d'un quart de siècle et qui promet de le servir encore mieux avec les centristes de Bayrou ; cette union à laquelle appelle sans honte l'extrême gauche électorale, doit donc être combattue par tous ceux qui veulent réellement défendre les intérêts des travailleurs et résister à l'ordre bourgeois : parce qu'elle implique le sacrifice des intérêts prolétariens et la paralysie des énergies de lutte.

NON À L'UNION AVEC DES FORCES RÉFORMISTES ET BOURGEOISES !

Il faut refuser le piège grossier de l'union anti-Sarkozy avec des forces bourgeoises, même de gauche : l'adversaire n'est pas tel ou tel politicien bourgeois, car les politiciens bourgeois, de droite ou de gauche, ne sont que des exécutants des intérêts capitalistes ; ce n'est pas par méchanceté particulière que Sarkozy prône des mesures anti-ouvrières et une répression accrue, mais parce qu'il assume ouvertement les aspirations capitalistes alors qu'une Royal le fait implicitement.

L'adversaire, c'est précisément le patronat, la bourgeoisie, le système capitaliste qui utilisent tour à tour la gauche ou la droite pour endormir les prolétaires et les réprimer ; l'adversaire, c'est l'Etat bourgeois et son système politique avec tous ses politiciens vendus, c'est aussi tous ceux qui préconisent les éternelles voies sans issue du « moindre mal », de la politique soi-disant « réaliste » des compromissions avec l'ennemi de classe.

La seule solution, la seule voie réaliste est celle de la rupture avec le « social-libéralisme », avec le collaborationnisme, avec le réformisme, celle de la désertion du crique électoral pour revenir sur le terrain de la lutte ouverte, de la lutte de classe intransigeante contre les intérêts capitalistes.

**Non à l'union sacrée derrière le PS !
Non au cirque électoral !
Ni Sarkozy, ni Royal !
Lutte de classe anticapitaliste !**

(Tract diffusé après le premier tour des élections présidentielles - 26/4/2007)

V.P. («Partisan») : les auxiliaires maoïstes de la démocratie

Quelle a été la position de ce qui reste du mouvement maoïste sur les élections, ce moment privilégié du système politique bourgeois pour asseoir sa domination sur les masses ? La plus connue de ces organisations est l'« Organisation Communiste Marxiste-Léniniste Voix Proletarienne » (VP) qui publie le journal «Partisan». Sa position a été définie dans une «déclaration» publiée au début de cette année qui est un véritable chef d'oeuvre de fausseté (1). Elle commence par l'introduction suivante :

«Voici revenu le temps des promesses électorales. Faut-il s'en désintéresser ? Faut-il brûler nos cartes d'électeurs comme l'ont fait les travailleurs licenciés de Thomé-Génot à Nouzonville (Ardennes) ? Ou bien faut-il se réjouir des inscriptions massives sur les listes électorales, être prêts, au moins à «faire barrage» à Sarkozy ou à Le Pen?»

VP n'ose pas répondre **ouvertement** et **clairement** à ces questions, mais elle y répond cependant **sans équivoque**.

En effet, elle s'écrit aussitôt après : «Faire barrage à la bourgeoisie !», se croyant sans doute beaucoup plus radicale que ceux qui veulent faire seulement barrage à la victoire électorale de tel ou tel candidat, de tel ou tel parti. Mais nos maoïstes ne montrent là que leur **crétinisme électoral**. Comment en effet serait-il possible de faire barrage à la classe dominante dans cette société à l'occasion d'une consultation électorale ? Nous ne savons pas si VP croit vraiment qu'une défaite électorale des candidats bourgeois signifierait que la bourgeoisie n'a pu accéder au pouvoir (ou qu'elle en a été délogée), mais c'est en tout cas ce qu'elle fait croire à ses lecteurs.

En réalité on ne peut «faire barrage» à la

bourgeoisie, autrement dit on ne peut s'opposer à ses attaques que par une **lutte réelle**, par des grèves, par des affrontements sociaux et non à coups de bulletins de vote ; et on ne peut la déloger du pouvoir que par la **révolution**, c'est-à-dire la lutte armée, l'insurrection et l'instauration de la **dictature du prolétariat**, condition indispensable pour pouvoir ensuite lui arracher son pouvoir économique.

C'est ce que tous les réformistes **cachent** aux prolétaires en leur faisant croire que les élections sont un moyen, imparfait peut-être, mais un moyen tout de même, pour obtenir quelque chose ou au moins pour gêner la bourgeoisie. C'est précisément en cela, même et surtout quand ils se prétendent communistes, révolutionnaires ou marxistes-léninistes, qu'ils sont des adversaires de l'émancipation du prolétariat, des alliés de la bourgeoisie et du capitalisme qu'ils font mine de dénoncer.

Nous exagérons, en critiquant aussi sévèrement les partisans du capitalisme d'Etat maoïste ? Continuons donc à lire leur déclaration. VP y affirme avec raison que la Gauche et la Droite ne représentent que deux manières de gérer les affaires du capitalisme comme l'ont démontré 20 d'alternance ; et elle conclut fièrement qu'elle n'appellera à voter ni pour Sarkozy ni pour Royal (ni pour l'UDF ou le FN), tous étant des partis bourgeois contre les travailleurs. Bravo !

Mais... il y a comme un manque - le PCF. VP y vient : la «nouvelle Gauche» (?), écrit-elle, «a posé le problème de la rupture avec la Gauche bourgeoise, mais ne l'a pas réalisée» ; «Le PCF soutient nos luttes pour mieux nous proposer ensuite son débouché électoral, échanger alors son crédit de

voix contre le maintien de son groupe parlementaire et d'un certain nombre de fiefs locaux. Tel est le secret du «sectarisme» du PCF que lui reprochent les autres anti-libéraux. La Gauche anti-libérale est le réformisme d'aujourd'hui. L'anti-libéralisme n'est pas l'anticapitalisme. C'est l'utopie d'un capitalisme régulé et contrôlé par l'Etat».

Le PCF ne ferait donc pas partie de la Gauche bourgeoise (même si, malheureusement, il n'a pas réalisé la rupture avec celle-ci) et il **soutiendrait les luttes** (même si, malheureusement, il s'en sert pour des intérêts de boutique). Où diable était passée VP pendant ces vingt ans d'alternances ? Ne s'est-elle pas aperçue que le PCF faisait partie de la majorité présidentielle, de la Gauche plurielle qui était au pouvoir ? A-t-elle vraiment oublié le rôle de **sabotage** des luttes accompli par le PCF, dans le pouvoir comme dans l'opposition, il y a vingt ou soixante-dix ans (à la belle époque stalinienne) et encore aujourd'hui ? Dans un autre n° de son mensuel «Partisan», VP publie dans une brève note sans commentaires l'extrait des mémoires de Pasqua où l'ancien ministre de l'Intérieur de Chirac explique qu'en 1986, lors du redécoupage électoral effectué par ses services, «ses inscriptions» étaient de faire en sorte que le PCF puisse conserver un groupe parlementaire. Les dirigeants bourgeois aidaient-ils le PCF pour le remercier de *soutenir les luttes*, ou plutôt parce qu'il les contenait, les faisait échouer ou les empêchait ? VP n'ignore évidemment rien de ce qu'il en est, mais il lui faut **cacher la réalité, mentir** aux prolétaires, enjoliver le PCF, sans doute dans l'espoir de débaucher quelques éléments gravitant autour de ce parti.

En définitive, VP appelle à voter Lutte Ouvrière. Elle écrit bien que LO «répand des illusions sur la possibilité d'un contrôle ouvrier sur le capitalisme, sur la possibilité d'expropriation des entreprises dans le sys-

tème actuel, etc», mais cela ne l'empêche pas de se reconnaître «dans une partie de son discours» (entre menteurs, on se reconnaît à demi-mots), à savoir «sa dénonciation du capitalisme, de la Gauche, son refus de voter Chirac en 2002, sa défense d'un camp des travailleurs». Et tant pis si LO intoxique les travailleurs avec les mensonges réformistes, si elle sert de rabatteur à cette Gauche, si elle fait donc obstacle à la réorganisation classiste du prolétariat ! Pour VP, cela n'a guère d'importance, car, à sa façon, elle fait **la même chose**.

VP nous dit travailler à la construction d'«un vrai parti communiste», d'«une organisation anticapitaliste et anti-réformiste, révolutionnaire» : tout ce que nous avons lu montre qu'elle ne peut travailler qu'à la construction d'une organisation opportuniste, pro-capitaliste et antiprolétarienne. Elle parle de socialisme, mais pour le définir seulement comme une société «où les travailleurs auront leur mot à dire sur tous les problèmes, où les spécialistes ne décideront plus en notre nom et contre nous». Dans cet étrange socialisme à la sauce VP, il y aura donc toujours des travailleurs et des non-travailleurs, c'est-à-dire des classes sociales aux intérêts divergents ; et les travailleurs ne seront pas au pouvoir, puisqu'ils auront seulement *leur mot à dire*, donc qu'ils seront seulement démocratiquement consultés.

Ce socialisme pour elle ne semble en effet pas être autre chose que la **démocratie**, et la différence avec la société actuelle est uniquement que celle-ci n'est pas assez démocratique : «La démocratie actuelle repose sur l'abandon de nos intérêts dans les mains des députés ministres et autres élus qui parlent à notre place, au nom d'un intérêt général qui se retourne contre nous. La démocratie bour-

(Suite en page 4)

La leçon des grèves à Airbus

(Suite de la page 1)

absolument rien de «socialiste» ou d'«anti-capitaliste» dans les nationalisations; elles ne servent qu'à sauver ou à renforcer des entreprises capitalistes avant de les restituer aux intérêts privés lorsque ceux-ci sentent qu'il y a du profit à faire.

Et il est particulièrement instructif que ce soit un gouvernement de gauche qui ait servi ces intérêts privés, alors que les partis qui le composaient (PS, PCF et Verts) ont longtemps présenté aux prolétaires les nationalisations comme le moyen sûr d'éviter les méfaits du capitalisme!

Aujourd'hui les principaux actionnaires d'EADS sont Lagardère et la firme allemande Daimler, avec l'Etat français et des intérêts publics allemands, les actionnaires espagnols (Casa) et britanniques (British Aerospace qui se veut désengager), étant très minoritaires. Airbus emploie environ 56 000 salariés dans ses 17 établissements et fait travailler des dizaines de milliers d'employés de sous-traitants (à Toulouse ils seraient plus de 50 000). Le carnet de commandes ne désemplit pas: à la fin de l'année dernière il y avait 2533 avions en commande, représentant un chiffre d'affaires de 250 milliards d'euros et une charge de travail d'environ 5 ans. Le récent salon du Bourget a été l'occasion pour Airbus d'annoncer de nouvelles centaines de commandes. Le chiffre d'affaires d'Airbus et de ses différentes filiales pour 2006 a augmenté de plus de 17% sur l'année précédente et on a assisté à une véritable explosion de la productivité en 2006.

Qui dit augmentation de la productivité, dit évidemment augmentation de l'exploitation: les conditions de travail se dégradent, la charge de travail ne cesse d'augmenter, les intérimaires sont envoyés tandis que les titulaires se voient imposer des heures supplémentaires le samedi. C'est ce que dénonçait un ouvrier de Saint Nazaire dans Ouest France du 3 mai: «On a du boulot par dessus la tête; il y a eu jusqu'à 350 intérimaires avec nous, maintenant il n'en reste qu'une dizaine; on est moins nombreux pour faire tous les jours plus».

Tout semblait donc aller du mieux du monde pour les capitalistes d'Airbus s'il n'y avait eu les difficultés de réalisation du nouvel avion géant A380 et une concurrence de Boeing plus pressante que prévue, exacerbée par la faiblesse du dollar par rapport à l'euro. Les réformistes ont la coutume de dénoncer la rapacité particulière des actionnaires qui poussent à des profits toujours plus grands ou une logique de profits financiers qui prend le pas sur la production, là où ce sont les lois même du capitalisme qui sont en jeu; dans le capitalisme toute entreprise **produit avant tout des profits**, les marchandises qu'elle fabrique n'étant que le **moyen** d'obtenir ces profits; si elle ne produit plus de profits ou plus suffisamment, elle est condamnée, quelle que soit la qualité et l'intérêt de ce qu'elle fabrique! Pour attirer les capitaux nécessaires à la réalisation de son nouveau produit, Airbus doit prouver qu'un investissement dans son entreprise rapportera au moins autant que dans les entreprises les plus performantes: la concurrence a lieu aussi entre les différentes opportunités d'investissement. Ce ne sont donc pas les actionnaires, indépendamment des malversations et autres délits d'initiés, qu'il faut accuser, mais le **capitalisme** lui-même.

Pour rétablir des marges de profit suffisantes un plan de «redressement» intitulé «Power 8» était révélé en mars dernier. Il a pour objectif de réaliser annuellement au moins deux milliards d'euros d'économie, essentiellement en supprimant du personnel et en délocalisant certaines productions vers des pays où la main d'oeuvre est moins coûteuse. Des milliers de licenciements sont donc prévus sur les divers sites européens: 4000 en France, 3700 en Allemagne, 1600 en Angleterre et 400 en Espagne, divers sites sont abandonnés, etc.

Un comble: en même temps que ses mesures étaient annoncées, on apprenait que Noël Forgeard, l'un des présidents d'E.A.D.S. était licencié pour les mauvais résultats du groupe... avec un «parachute en or» de 8,5 millions d'euros d'indemnités. De plus des promes-

ses d'attribuer de scandaleuses largesses à un autre dirigeant ont été révélées. Et comme si cela ne suffisait pas, les salariés d'Airbus apprenaient que 100 millions d'euros allaient être distribués aux actionnaires! Il faut bien que l'entreprise montre aux capitalistes qu'elle est rentable et qu'elle va continuer à l'être grâce aux attaques décidées sans faiblesse contre les travailleurs...

Bien entendu les dirigeants du groupe ne sont pas touchés par le tour de vis qu'ils imposent aux employés: les 11 membres du Conseil d'Administration touchent un fixe de 30 000 euros par ans plus un complément, variable, d'environ 50 000 euros, sans compter les jetons de présence de 5000 euros à chaque réunion du C.A., ni bien sûr leurs paquets d'actions.

Mais la véritable bonne affaire a été faite par Lagardère et les patrons de Daimler qui ont vendu de gros paquets d'actions juste avant que s'écroule leur cours à l'annonce des difficultés du groupe: 890 millions d'euros chacun de bénéfice! En France, c'est Thierry Breton, ami de Lagardère et alors ministre des finances, qui avait ordonné à la Caisse des Dépôts, institution d'Etat, d'acheter les actions de ce dernier (2). Comme par hasard, les médias ont assez peu parlé de cette affaire qui vaut à Lagardère une enquête pour délit d'initiés, à l'évidence parce que ce dernier est l'un des grands magnats de la presse française (3).

Les réactions ont au plan Power 8 ont été somme toutes limitées et surtout bien encadrées par les appareils syndicaux. En France l'Intersyndicale organisa une demi-journée de grève (!) et des manifestations le 6 mars: plusieurs milliers de travailleurs manifestèrent dans les rues de Toulouse, tandis que grève et manifestations avaient lieu aussi à Nantes, Saint Nazaire et Méaultes. Le 16 mars 2000 travailleurs manifestaient à Hambourg et 2000 à Laulheim.

En Espagne, les syndicats UGT et CCOO organisaient une heure (!) de grève et des rassemblements dans les différents sites de CASA-EADS.

En Grande-Bretagne les syndicats s'étaient contentés d'un meeting de protestation réunissant environ 900 travailleurs à Flintshire. Selon la presse locale, la direction avait même envoyé des travailleurs britanniques à Toulouse pour jouer les jaunes en cas de continuation de la grève, sans que s'en émeuve les syndicats!

Mais lorsque les ouvriers apprirent le 23 mars que, contrairement à ce qu'on leur disait, ils n'échapperaient pas aux licenciements et aux restrictions de salaire (suppression de la prime annuelle), les 2000 ouvriers de la première équipe décidaient immédiatement de se mettre en grève, grève suivie par une large majorité des 2000 de la deuxième équipe en dépit de l'opposition des syndicats et des démentis de la direction.

Les travailleurs reprendront le travail le lendemain après un forcing syndical - et la direction en profitera pour licencier un ouvrier accusé d'être un «meneur» de cette grève illégale et en mettre 4 autres à pied. Mais cette grève spontanée laissait prévoir ce qui allait se passer en France quelques semaines plus tard.

Malgré leurs limites ces réactions démontraient la possibilité et les potentialités d'une lutte unie des travailleurs d'Airbus des divers pays et des divers sites: elle aurait sans aucun doute eu la force de faire complètement échec aux attaques patronales, étant donné l'état du carnet des commandes.

Les syndicats majoritaires, très liés à la direction et qui jouissent d'une forte emprise sur les employés qu'ils intoxiquent depuis des années en répandant la propagande patronale corporatiste d'entreprise, ont fait ce pourquoi ils sont entretenus par les patrons: ils se sont employés partout à empêcher que se réalise toute possibilité de lutte réelle, d'abord en organisant des actions symboliques pour faire baisser la pression; puis en dressant les prolétaires les uns contre les autres, pays contre pays et site contre site, personnel d'Airbus contre sous-traitants, CDI contre CDD; enfin en appelant au secours l'Etat bourgeois et en faisant appel aux politiciens de tout bord; en France, campagne électorale oblige, tous les candidats sont

ainsi venus dans les usines d'Airbus affirmer qu'ils allaient sauver les travailleurs avec leur

recette miracle particulière, pourvu qu'on vote pour eux et qu'ils soient élus...

MALGRÉ L'ÉTOUFFEMENT, LA LUTTE !

Cependant toute cette démagogie corporatiste, chauvine et démocratique n'a pas réussi à étouffer complètement les ferment de lutte comme la suite allait le montrer.

Le 25 avril, le jour même où sont détaillées les suppressions d'emploi en France (4125 en tout: 964 au siège d'Airbus, 2305 à Toulouse, 369 à Saint Nazaire, 295 à Nantes, 192 à Méaultes), la direction informe les travailleurs que leur prime annuelle qui les années précédentes pouvait représenter jusqu'à 2 mois de salaire, s'élèvera, en moyenne, à... 2,88 euros! Ressentie comme une véritable provocation, cette mesure décidée par des patrons accoutumés à ne considérer leurs salariés que comme des esclaves dociles, provoquait une colère générale.

Le 26 avril les travailleurs de la chaîne de l'A320 à Toulouse cessent spontanément le travail; faisant tâche d'huile, la grève s'étend à la chaîne de l'A340, puis à l'usine Saint Eloi. A l'usine Airbus de Gron (Saint Nazaire) un groupe de jeunes ouvriers débrayent et le lendemain font la tournée de tous les ateliers pour les entraîner dans la grève.

Résultat: le vendredi 27 avril les 2 sites de Saint Nazaire (2400 salariés) et celui de Nantes (Bouguenais) (2000 salariés) sont touchés, les ouvriers se mettant très majoritairement en grève (les «cols blancs» resteront en dehors du conflit).

Le mercredi 2 mai (après le pont du premier mai que certains grévistes ont passé devant l'usine) des assemblées générales à Nantes et St Nazaire votent la grève totale et reconductible contre l'avis de FO (le syndicat majoritaire) qui avait fait venir un responsable national, de la CFTC et de la CGC, et avec l'appui de la CGT et de la CFDT. La production est bloquée par des piquets de grève massifs qui ont pour but de faire débrayer l'équipe de l'après-midi, ce qui est fait dans l'enthousiasme (l'accès aux sites n'est pas bloqué, pour laisser passer les intérimaires).

Le lendemain, en raison de la méfiance des travailleurs contre les syndicats majoritaires, des comités de grève sont élus (une des conditions pour y être élu est de ne pas être délégué syndical!) à Nantes et Saint Nazaire et une coordination est établie entre ces comités de grèves. Les premières propositions de la direction (1,5% d'augmentation des salaires pour les ouvriers, employés et techniciens, un peu plus pour l'encadrement) sont unanimement rejetées. Une liste de revendications est votée; les principales sont le retrait du plan Power 8, le versement d'une prime annuelle égale à celle des années précédentes, une augmentation des salaires de 8,5%, l'embauche des intérimaires, l'arrêt des

harcèlements par l'encadrement, etc.

Le 4 mai la direction lâche un peu plus: une prime exceptionnelle de 500 euros, 2,5% d'augmentation des salaires. Face à ces (maigres) concessions, les syndicats majoritaires (FO, CFTC et CGC) appellent à la reprise du travail «pour pouvoir négocier» (tu parles!); les syndicats minoritaires qui soutenaient la grève commencent à tourner casaque: à Saint Nazaire la CFDT déclare vouloir consulter ses adhérents car «ce sont eux qui cotisent» (sic)... la semaine suivante, et la CGT laisse à l'AG le soin de prendre une décision (ce qui fait dire à un gréviste, selon Ouest France: «Aujourd'hui les syndicats disent qu'ils sont derrière nous. Mais ils devraient être devant!»)

Le rôle de véritables syndicats de classe serait en effet d'assumer leurs responsabilités pour organiser et propager la lutte de façon à renforcer les ouvriers les plus déterminés et entraîner les hésitants; mais n'étant pas des syndicats de classe, la CGT et la CFDT abdiquent ce rôle et laissent démocratiquement les ouvriers les plus combattifs courir le risque d'être submergés par la masse. Cependant l'AG de Saint Nazaire vote malgré tout la continuation de la grève jusqu'au 9 mai, de même qu'à Nantes.

Le 9 mai les pressions pour la reprise du travail s'accroissent. La direction clame que la reprise du travail est le préalable à l'ouverture de négociations, la poursuite de la lutte étant préjudiciable à l'entreprise (les chaînes de Hambourg risquant d'être arrêtées si la grève continue).

A Nantes une réunion des adhérents FO conduite par le secrétaire du comité d'entreprise est organisée pour appeler à la fin de la grève (sur 700 adhérents FO, 270 sont présents, essentiellement de la maîtrise, et 243 votent pour la reprise du travail), alors que les adhérents ouvriers de ce syndicat votent à l'AG devant les grilles de l'usine avec les autres travailleurs pour continuer le mouvement, soutenu par la CGT et la CFDT locales. Les grévistes sont alors au nombre de quelques centaines.

A Saint Nazaire, non seulement les responsables syndicaux majoritaires rejoints par la CFDT, reprennent l'appel à l'arrêt de la grève, mais même le porte-parole de la coordination déclare, en accord avec la CGT, que «si on ne suspend pas cette grève, il n'y a pas de négociation possible» (4). L'AG des travailleurs vote cependant la poursuite de la grève, et la coordination ainsi que la CGT et une partie de la CFDT décident de suivre les grévistes. Une partie des grévistes veut durcir le mouvement en bloquant totalement l'accès au site; mais cette proposition n'est

V.P. : les auxiliaires maoïstes de la démocratie

(Suite de la page 3)

geoïse organise surtout la passivité. Les hommes et les femmes qui se présentent ont besoin de nos voix, mais ils ont peur de nos actions. Ils nous flattent pour mieux nous endormir». Et: «Nous ne vivons pleinement la démocratie que lorsque nous aurons imposé un pouvoir ouvrier».

A l'inverse de tout cet écoeurant charabia, les marxistes, eux, ont l'obligation de dire la vérité aux prolétaires, même si elle fait peur aux petits-bourgeois: le prétendu «intérêt général» n'est que l'intérêt de la minorité exploiteuse - la bourgeoisie - et de son système économique - le capitalisme; pour en finir avec l'esclavage salarié, pour en finir avec l'exploitation, la misère, les guerres, il faut détruire le capitalisme en commençant par renverser le pouvoir de cette minorité bourgeoise, ce qui signifie briser son Etat et instaurer le pouvoir prolétarien. Ce pouvoir ne sera pas une démocratie - c'est-à-dire un pouvoir de **plusieurs classes** -, mais une **dictature**, la dictature de la classe prolétarienne dirigée par son parti unique; sa fonction politique sera de **réprimer** la classe bourgeoise et de neutraliser les couches intermédiaires, sa fonction économique sera

d'intervenir despotiquement dans les rapports économiques pour déraciner le capitalisme.

On ne peut avancer sur cette voie sans dénoncer et combattre la démocratie bourgeoise; non pas parce qu'elle n'est pas assez démocratique, mais parce que, dissimulant la réalité de la dictature de classe de la bourgeoisie et présentant une alternative entièrement illusoire, elle freine la compréhension par les prolétaires qu'il n'y a d'autre solution pour se défendre et vaincre que la lutte ouverte, la lutte de classe. Et combattre la démocratie bourgeoise implique de combattre ses acteurs et ses rabatteurs, de dénoncer les semeurs d'illusions qui, comme VP, veulent persuader les prolétaires que ce terrain n'est pas une impasse, qu'il leur faut voter pour X ou pour Y - et même voter nul quand X ou Y ne satisfont pas! Quels que soient leurs discours et les drapeaux qu'ils arborent, ces gens-là sont des adversaires de la lutte prolétarienne.

Les travailleurs licenciés de Thomé-Génot qui ont rompu avec la farce électorale se sont placés dans le camp du prolétariat. VP, elle, fait la promotion de cette farce électorale: elle s'est rangée dans le camp de ceux qui dupent le prolétariat, dans le camp de la bourgeoisie.

vote que par le petit nombre de travailleurs encore présents (une centaine de personnes) et le lendemain seuls des «piquets dissuasifs» pourront être mis en place à 5 heures du matin. La préfecture décidera cependant de faire surveiller l'aéroport par la police, de crainte qu'il ne soit occupé par les grévistes pour empêcher l'arrivée de pièces fabriquées à Hambourg.

En fait l'usure du mouvement se fait sentir, bien plus en raison des manoeuvres collaborationnistes des syndicats et l'absence de l'extension du mouvement aux autres sites en France (la grève à Toulouse n'ayant pu se maintenir) que des pressions et intimidations patronales. Le 10 mai les travailleurs de Saint Nazaire votent à l'appel des syndicats pour l'arrêt de la grève (sa «suspension», suivant l'hypocrite jargon collaborationniste), la direction ayant pro-

LA SALE BESOGNE DU COLLABORATIONNISTE SYNDICAL

Les prolétaires de Nantes et de Saint Nazaire ont fait preuve d'une combativité remarquable. L'échec de leur lutte est à mettre sur la responsabilité du travail de sape des forces d'encadrement de l'ordre capitaliste que sont les appareils syndicaux collaborationnistes. Dès le départ les syndicats majoritaires à Airbus France (FO, CGC et CFTC) comme leurs confrères en Allemagne, Grande Bretagne et Espagne, acceptant, comme ils le font toujours, les mesures anti-ouvrières de la direction ont oeuvré pour qu'elles passent en provoquant le moins de réactions possibles: l'intersyndicale a été le véritable **état-major de la défaite ouvrière**. Pour les travailleurs de Nantes et Saint Nazaire, FO, quasiment hégémonique sur ces sites, a été clairement perçu comme inféodé à la direction; pendant tout le conflit il n'a cessé de prêcher pour la reprise du travail, y compris comme on l'a vu en faisant venir dans ces 2 usines son représentant national de la branche (insulté et hué il a dû quitter honteusement l'AG).

Mais les syndicats minoritaires sont également collaborationnistes, même si cela a été moins apparent. La CFDT a joué le double jeu de participation au mouvement quand il était en pleine ascension, puis en jouant le rôle de sabotage dès qu'il a commencé à plafonner.

La pseudo-combativité affichée par la CGT a pu illusionner certains travailleurs et pourra lui permettre de marquer des points par rapport à ses concurrents; mais cette combativité de façade qui a consisté à suivre le mouvement né en dehors d'elle a vite montré ses limites: non seulement la CGT a appelé à la reprise du travail quand la direction a affirmé qu'une poursuite du mouvement risquait d'avoir des concessions sé-

LE RÉFORMISME D'EXTRÊME-GAUCHE

Si les appareils syndicaux ont une fois de plus montré leur visage d'agents de la collaboration des classes et de la défense du système capitaliste, les diverses forces politiques ont elles aussi montré leur vraie nature. Le PS après avoir facilement condamné les parachutes dorés de Forgeard et cie - plaidoirie pour un capitalisme propre qui exploiterait les prolétaires sans enrichir à l'excès les capitalistes - s'est bien gardé de faire la moindre promesse d'aide aux travailleurs. Tandis que ses élus à Saint Nazaire attisaient le chauvinisme anti-allemand, sa solution, qu'est venue exposer à Toulouse Ségolène Royal, est restée au niveau de l'aide à l'**entreprise** Airbus (essentiellement, la participation des régions au financement du capital de celle-ci): parti bourgeois de gouvernement, il ne peut proposer que des recettes bourgeoises compatibles avec les nécessités économiques de l'entreprise.

Son compère de l'ex-Gauche plurielle, le PCF, a, lui, besoin de faire preuve d'un peu plus de démagogie. Son souci affirmé le premier étant la «défense de la filière aéronautique et spatiale française et européenne», le PCF avançait par la bouche de sa candidate la solution de la création d'un «groupe public européen», les Etats rachetant à Lagardère et Daimler leurs actions «hors prix du marché» (?), les Etats et les diverses institutions financières européennes prêtant ensuite à faible taux des capitaux à l'entreprise pour qu'elle se développe et crée des emplois. Conte de fées si absurde que le PCF n'a pas jugé utile d'essayer de lui donner la moindre apparence de crédibilité...

mis... des négociations. A Nantes l'AG, moins nombreuse que les jours précédents (400 personnes) vote cependant une dernière fois la poursuite de la grève. Finalement le lendemain, 200 travailleurs présents à l'AG votent la reprise du travail.

Une semaine après le président d'Airbus annonçait le résultat des négociations avec l'Intersyndicale (à laquelle avaient été cooptés des représentants de la coordination): prime de 800 euros, 2,8% d'augmentation des salaires et bien sûr maintien du plan Power 8, de la cession du site de Méaultes à l'équipementier Latécoère (qui bénéficiera en outre en cette occasion d'aides publiques: voilà très concrètement qui l'Etat aide!). Et à peine élu Sarkozy venait à Toulouse annoncer son soutien à l'entreprise Airbus (et à son plan Power 8) recevant les «chaleureuses félicitations» des responsables FO...

rieuses au niveau de la production du groupe dans son ensemble; mais de plus elle n'a jamais rien fait pour briser l'isolement des ouvriers de Loire-Atlantique en essayant d'étendre la lutte aux autres sites où elle est présente, notamment à Toulouse. De plus cette combativité de façade ne peut masquer l'influence modératrice qu'a eue la CGT sur les comités de grève et la coordination. C'est qu'à l'instar de tous ses compères, cette organisation fait dépendre la défense des travailleurs de celle de l'entreprise capitaliste, comme le prouve ce qu'elle écrit dans son hebdomadaire, «La Nouvelle Vie Ouvrière» du 11 mai: «La mobilisation de la CGT en faveur... [de la défense des prolétaires? Vous n'y pensez pas!] du développement de l'industrie aéronautique et spatiale s'amplifie!» Enfin, la mise sur pied de comités de grève et d'une coordination par les travailleurs les plus combatifs est une initiative très significative; elle répondait au besoin ressenti par les grévistes de se donner une direction de lutte en qui avoir confiance, à la différence des pseudo-organisations ouvrières censées les défendre.

Mais ces comités de grève ont complètement **manqué leur but** en affirmant dès le début qu'ils se donnaient comme objectif d'être un lien entre les travailleurs et l'Intersyndicale. Avec l'idée sans doute de faire pression sur les syndicats, cela revenait en fait à se mettre à leur remorque alors même que ces syndicats sabotaient la lutte.

Au lieu d'être une direction de la lutte, il était alors fatal qu'ils finissent pas être à la traîne de celle-ci, gagnant ainsi la récompense bien méritée de quelques strapontins à la table des négociations entre patrons et «social-traitres»...

Les organisations trotskystes et d'extrême gauche ont fait de leur côté assaut de démagogie réformiste, plus ou moins habillée suivant les cas de phrases radicales, mais sur le même air de défense de l'entreprise par sa nationalisation.

Le groupe trotskyste «La Riposte» (qui fait de l'entrisme dans le PCF) se lamente ainsi que «la pérennité industrielle de l'entreprise» soit sacrifiée au profit des intérêts financiers des actionnaires: «ces gens-là n'ont aucunement l'ambition d'assurer le développement de l'industrie aéronautique». Ah! si on écoutait «La Riposte» et qu'Airbus redevenne entreprise publique, on verrait ce que c'est que de développer l'industrie... De son côté, la LCR avançant tout comme LO l'interdiction des licenciements, propose «la nationalisation d'Airbus sous le contrôle des salariés et de leurs organisations syndicales [soyons raisonnables!] dans le cadre d'une entreprise publique aéronautique européenne».

Le Parti des Travailleurs est resté bien silencieux, en dépit - ou plutôt à cause - de son implantation dans FO, tant en Loire Atlantique que dans la branche aéronautique de ce syndicat. La préservation de quelques postes de bureaucrates syndicaux lui impose de ne pas combattre la pratique débridée de collaboration des classes de FO, c'est-à-dire de s'en faire le **complice**. Refusant de dénoncer le rôle de briseur de grève de FO et des autres appareils syndicaux, le PT préfère donc appeler à la renationalisation et dénoncer les véritables coupables:... les bureaucrates de Bruxelles! «Renationali-

ser Airbus, c'est permettre à l'Etat d'investir (...). C'est cela le progrès. Ce serait tant mieux pour l'Etat-nation et tant pis pour Bruxelles et les spéculateurs» (Fédération de Loire Atlantique du PT, 22/2/2007).

La même ritournelle est entonnée par des groupes qui se prétendent plus radicaux. Par exemple le Groupe Bolchevik qui dénonce régulièrement l'opportunisme des autres trotskystes, appelait en mars à la grève générale des travailleurs d'Airbus. Mais c'était pour ajouter, à la trotskyste, un «débouché politique» à la lutte: «seul le contrôle des ouvriers, techniciens, employés, ingénieurs [qui a-t-il oublié dans sa liste?] d'Airbus sur l'entreprise, et l'expropriation des capitalistes actionnaires à commencer par Daimler

LA LEÇON DES GRÈVES À AIRBUS: NÉCESSITÉ DE LA LUTTE DE CLASSE

Chacun à leur façon, tous ces groupes dont nous n'avons donné que quelques exemples significatifs diffusent les pires illusions réformistes (voire chauvines dans le cas du PT) sur les nationalisations et donc sur l'Etat bourgeois qui les réaliserait: l'intervention de cet Etat dans l'économie pourrait se faire au profit des travailleurs et contre les capitalistes, à la condition d'exercer sur lui une pression suffisante par des luttes ou... des bulletins de vote. Comme si l'Etat bourgeois n'était pas l'outil par excellence du capitalisme, le défenseur ultime de l'ordre bourgeois et par conséquent l'ennemi irréductible des prolétaires!

Les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces, pas sur l'Etat bourgeois ni sur les partis, petits ou grands, qui sèment des illusions à son sujet. Ils ne peuvent compter que sur leur propre organisation, sur leur propre détermination, pas sur les organisations collaborationnistes vendues au capitalisme et à leurs valets d'extrême gauche. Ils ne peuvent avoir comme objectif que la défense de leurs propres intérêts, pas les intérêts de l'entreprise, de l'économie régionale ou nationale. Les prolétaires ne peuvent avoir de soutiens et d'alliés dans leur combat que parmi les autres prolétaires, pas parmi des couches «populaires» petites-bourgeoises; ils doivent conduire leur lutte sans se laisser arrêter par des considérations étrangères à la défense de leurs intérêts comme les appels à la trêve électorale.

En bref, il leur faut revenir aux méthodes et aux moyens de la lutte de classe en rompant avec le collaborationnisme syndical et

Chrysler et Lagardère, peut garantir durablement l'emploi». En préconisant le contrôle de chaque entreprise par ses employés et non la disparition des entreprises et du marché en même temps que la direction centralisée de l'économie, le GB avoue que son idéal n'est rien d'autre qu'un capitalisme démocratique...

De façon semblable, le «Courant intersyndical lutte de classe», animé par les maoïstes de Voie Proletarienne (qui publient «Partisan»), appelant lui aussi en mars à la grève générale à Airbus et à EADS, terminait par la revendication de la «nationalisation d'Airbus, sans indemnités ni rachat» avec la vague affirmation du besoin de la construction d'un «rapport de forces» nécessaire pour imposer cela...

politique.

C'est ce qu'ont tenté instinctivement les travailleurs d'Airbus à Nantes et Saint Nazaire, en dépit d'une situation difficile. Dans l'immédiat cette tentative s'est soldée par un échec; mais cet échec lui-même peut être gros de succès futurs, à condition que les travailleurs aient la force d'en tirer les leçons pour les combats futurs qui ne manqueront pas.

La lutte est morte, vive la lutte!

(1) cf «Le Monde Diplomatique», juin 2007.

(2) cf «La Tribune», 29/5/2007

(3) Entre autres, Lagardère est devenu, avec Bouygues, actionnaire de «L'Humanité» à un moment où ce quotidien était en proie à une grave crise financière. Selon A. Gerson, administrateur de ce journal, ces deux grands capitalistes l'ont fait pour «des raisons morales, politiques, philosophiques», l'Huma étant un «patrimoine national» (reportage sur TV5, 6/10/2001). Ce qui est sûr, c'est que Lagardère avait eu la preuve sonnante et trébuchante que ce journal et le parti dont il est l'organe, n'étaient pas des adversaires du capitalisme!

On peut rappeler à ce propos qu'à l'origine l'Humanité de Jaurès avait été financée par des capitalistes (dont Rothschild) pour aider sa tendance «opportuniste» contre les «marxistes» de Guesde et Lafargue: invraisemblance du réformisme antiproletarien...

(4) Dépêche AFP du 9/5, reproduite par divers journaux.

Non à une intervention militaire au Darfour !

Au moment où nous écrivons, les négociations diplomatiques sont toujours en cours en vue de l'envoi d'une force militaire au Soudan. Cette intervention militaire est préparée par des campagnes d'opinion sur le thème d'une aide humanitaire à apporter d'urgence aux populations du Darfour.

Mais en réalité l'impérialisme mondial se moque du sort des populations du Darfour comme celle des autres régions de la planète; si les populations du Darfour ont maintenant les honneurs des médias, c'est parce que de très puissants intérêts capitalistes, économiques ou géostratégiques, sont en jeu dans la région. Le Soudan occupe une position stratégique le long de la mer rouge, au contact de l'Egypte au nord, de l'Ethiopie au sud, face à l'Arabie Saoudite et à proximité d'Israël. C'est un pays très étendu mais pauvre et peu peuplé (36 millions d'habitants pour une superficie équivalente à celle de l'Europe), aux limites artificiellement dessinées par l'impérialisme britannique et qui regroupe des populations culturellement, religieusement et ethniquement diverses (des noirs animistes et chrétiens du sud aux arabes du nord). Son histoire troublée depuis l'indépendance s'est déroulée sous le double signe de la lutte du pouvoir central contre les tendances sécessionnistes ou autonomistes des diverses régions, tendances alimentées par les tentatives des autorités de Khartoum d'en piller les richesses; et des influences rivales des puissances impérialistes régionales et internationales.

Sans avoir la prétention de décrire l'histoire du Soudan moderne, rappelons ses tournants les plus marquants. En 1969 arrivait au pouvoir une coalition nationaliste où participait le PC et qui tissait des liens politiques et économiques avec l'URSS et concluait un accord avec au moins une partie des sudistes. Mais en 1971 la rupture avec l'URSS était consommée après l'écrasement par le général Nimeiry, appuyé par l'Egypte, d'un coup d'Etat des éléments pro-soviétiques (une sanglante répression éliminait le PC, auparavant l'un des plus puissants de la région). Pour consolider son régime, Nimeiry eut de plus en plus recours à la propagande religieuse islamique, ce qui cadrait aussi avec la lutte contre les autonomistes du sud. En 1985 une grave crise économique et sociale marquée par des émeutes de la faim, des manifestations et des grèves dans la capitale Khartoum, alors que s'amplifiait la révolte dans le sud, entraîna la chute de Nimeiry. L'assistance militaire des Etats-Unis et le soutien financier des pétromonarchies au nouveau gouvernement islamiste qui s'installa à Khartoum, furent cependant insuffisants pour empêcher la progression de la guérilla dans le sud (au point de menacer l'exploitation du pétrole par la compagnie US Chevron); la guérilla était appuyée par l'Ethiopie, l'URSS et, en sous-main... Israël (dont un des objectifs permanents est d'éviter que la mer rouge se transforme en un lac

(Suite en page 6)

Non à une intervention militaire au Darfour !

(Suite de la page 5)

arabe)(1).

Mais le renversement des rapports de force consécutif à la chute du régime éthiopien prosoviétique conduisit finalement à l'ouverture de négociations de paix au début des années quatre vingt-dix, sans qu'elles aboutissent cependant. Au cours de ces années, les Etats-Unis manifestèrent une hostilité de plus en plus ouverte vis-à-vis de Khartoum, accusée de se rapprocher de l'Irak et de l'Irak (et où Ben Laden travaillait dans une des filiales de l'entreprise familiale). Sous Clinton le Soudan était inscrit sur la liste des «Etats voyous» tandis que les Américains commençaient à soutenir la guérilla sudiste. En 1997 les Etats-Unis passaient une loi interdisant à toute entreprise américaine d'avoir des relations d'affaire avec ce pays (la Chevron avait vendu ses gisements de pétrole en 92).

Mais après 2001 le gouvernement soudanais manifestait sa volonté de collaborer avec Washington; ce changement se concrétisait sur le plan intérieur par la signature enfin d'un accord de paix avec la guérilla sudiste, mettant fin à une guerre ignorée qui en plus de vingt ans avait fait des centaines de milliers de morts. Personne alors parmi tous les démocrates qui saluaient ces accords ne s'intéressait au sort des populations du Darfour où une même politique que celle conduite par les gouvernements soudanais envers le sud se traduisait par les mêmes effets: utilisation de milices paramilitaires pour terroriser les populations et les contraindre à l'obéissance ou pour les faire partir afin de faciliter l'exploitation pétrolière (comme dans la région du Haut Nil Occidental).

En 2004 la situation tragique de ces populations vint finalement à la une des actualités dans le monde entier, lorsque le ministre américain des Affaires Etrangères, Colin Powell, venu au Darfour avec des centaines

de journalistes et d'équipes de télévision, y déclara qu'un «génocide» était en cours. Dès lors une campagne multiforme s'est développée financée aux Etats-Unis par des organismes comme la National Endowment for Democracy (Fondation Nationale pour la Démocratie, organisation para-étatique de l'impérialisme américain), appuyée par les organisations sionistes et conservatrices.

Cette soudaine sollicitude des ces milieux impérialistes s'explique d'abord par l'importance croissante des gisements pétroliers découverts et exploités au Soudan. En raison du retrait américain dans les années quatre vingt-dix, ce sont des entreprises chinoise et malaysienne qui ont mis la main sur ce pétrole. Le tapage sur le Darfour, qui devrait se traduire par l'envoi d'une «force militaire de paix» (sic!), s'inscrit dans une pression croissante sur le régime soudanais afin qu'il s'ouvre aux entreprises américaines.

NON AU SOUTIEN DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS AU SANGUINAIRE RÉGIME TCHADIEN!

Au cours de ces derniers mois, l'impérialisme français qui, comme les autres impérialismes européens, traînait les pieds face aux plans américaines, a relancé l'idée de la mise en place d'une force militaire internationale, européenne et africaine, mais cette fois-ci à la frontière du Tchad.

Le prétexte est toujours de venir en aide aux populations du Darfour et plus précisément aux réfugiés. Mais il s'agit maintenant en réalité de venir en aide... au régime tchadien d'Idriss Déby. Celui-ci, qui avait renversé hier un Hissène Habré trop proche des Américains, grâce à l'appui de l'impérialisme français, n'a plus aujourd'hui comme dernier soutien que les forces militaires de ce même impérialisme: à deux reprises elles sont venues à son secours au cours des derniers mois contre des bandes rebelles venues du

Soudan.

Haï par la population, le régime prédateur de Déby a une fois de plus montré sa nature autoritaire et répressive lors de la récente grève générale des fonctionnaires. Afin de rattraper les pertes de pouvoir d'achat dues à une inflation galopante, les syndicats avaient organisé la grève générale en mai sur la revendication d'une hausse de 300% des salaires, ainsi que le paiement des arriérés de salaire, les retraites, etc. Le gouvernement dont les membres s'enrichissent en siphonnant les revenus du pétrole, n'a concédé qu'une augmentation dérisoire de 15%; pour briser la grève il a eu recours aux seuls moyens qu'il connaisse, la répression et l'intimidation: attaque de la bourse du travail de N'Djamena, tir à balle réelle sur des manifestations de travailleurs et d'étudiants dans les localités de Bongor, Sahr et Gounou Gaya au début juin, faisant plusieurs blessés.

Les impérialistes voudraient utiliser la compassion suscitée par le spectacle des souffrances des populations pour justifier leurs opérations. Il faut dénoncer comme une répugnante hypocrisie cette campagne de mobilisation de l'opinion sur le Darfour (où a joué un grand rôle le collectif «Urgence Darfour» constitué sous le patronage de Kouchner et de Bernard Henri Levy) à laquelle ont participé les médias et tous les partis de gauche et de droite (2). L'impérialisme est, directement ou indirectement, le premier responsable des souffrances de toute sorte infligées aux populations déshéritées dans le monde et en particulier en Afrique - l'impérialisme français étant l'un des plus criminels de ces criminels impérialistes comme les massacres du Rwanda l'ont démontré.

En outre le gouvernement français a d'autant moins la volonté d'exercer des pressions à fins humanitaires sur le régime islamiste soudanais, que le géant pétrolier Total, l'un des facteurs les plus influents dans la politique extérieure française, a finalement conclu début juin un accord avec Khartoum pour l'exploitation de gisements pétroliers: voilà un fait qui a infiniment plus de valeur que tous les discours!

Les actions humanitaires de l'Etat bourgeois ne sont pas autre chose que des ca-

mouflages de menées strictement impérialistes. Tout soutien à ces actions ne fait que prolonger et aggraver les maux qui accablent les populations qu'il prétend secourir.

La solidarité que doivent manifester les prolétaires n'a rien à voir avec cette charité toujours suspecte à laquelle ils sont régulièrement et à tout propos appelés par les capitalistes. Elle ne peut s'exprimer qu'envers leurs frères de classe, envers les opprimés et leur **lutte** contre l'oppression, sous le drapeau de l'internationalisme prolétarien. Et elle doit trouver sa manifestation concrète dans l'opposition la plus résolue à toutes les entreprises impérialistes, à tous les agissements de «nos» capitalistes, de «notre» Etat, de «nos» soldats, dans la perspective demain de l'union des prolétaires de tous les pays contre le capitalisme mondial.

Non à l'envoi de troupes au Darfour ou au Tchad! Non au soutien du régime tchadien!

Retrait des troupes françaises et arrêt des coopérations militaires! Impérialisme, hors d'Afrique!

Vive l'union internationale des prolétaires!

(1) Initialement la rébellion des noirs du sud Soudan n'avait trouvé de soutien qu'auprès de... l'Afrique du Sud de l'apartheid! cf D. H Johnson, «The root causes of Sudan's civil wars», The International African Institute, Oxford 2004.

(2) Ségolène Royal a été peut-être la plus en pointe, avec Bayrou, en menaçant la Chine d'un boycott de ses Jeux Olympiques à cause de l'importance de ses relations économiques avec le Soudan! La concurrence croissante exercée par les entreprises chinoises envers les entreprises françaises en Afrique, n'a sûrement rien à voir avec ces prises de position... Quant au PCF, en bon tartuffe social-impérialiste il ne pouvait manquer de s'aligner sur les partisans d'une intervention militaire, mais à condition qu'elle ne se fasse pas «dans un esprit de guerre et d'ingérence» (!) et qu'elle dispose d'un mandat de l'ONU (communiqué du 8 juin)...

Après la grève générale Calme précaire en Guinée

Après les semaines de grève générale et la répression bestiale qui a ensanglanté la Guinée, le calme est revenu dans le pays. Grâce au soutien des syndicats, le gouvernement de l'ancien secrétaire de «l'Organisation Internationale de la Francophonie» (lire: *organisation internationale de soutien à l'impérialisme français*), le premier ministre Kouyaté, a connu un véritable état de grâce; le régime criminel de Conté semble ainsi s'être une nouvelle fois tiré d'affaire.

Kouyaté a d'ailleurs été chaleureusement reçu à la mi-juin par Sarkozy qui l'a félicité du processus politique engagé en Guinée et fait quelques promesses de crédit et d'allègement de la dette due à la France «dès qu'un accord sera passé avec le FMI» (la générosité de l'impérialisme a ses limites!). Auparavant, Kouyaté était allé se faire introniser aux Etats-Unis, le rôle des multinationales américaines en Guinée l'exigeant.

Le calme social dans le pays n'est que relatif, car les prolétaires et les masses n'ont reçu aucune solution à leurs problèmes - et ne pourront pas en recevoir de ce régime bourgeois et pro-impérialiste. Les conditions de vie des masses continuent à se détériorer à mesure qu'augmente l'inflation, le chômage reste endémique, etc. Selon une enquête menée en mai-juin par Stat View International, une majorité d'habitants de la capitale guinéenne ne mangerait pas à sa faim!

Il est donc inévitable qu'une agitation multiforme continue à s'exprimer, plus ou moins sporadiquement, ce qui a conduit l'Intersyndicale à prendre publiquement ses dis-

tances avec le gouvernement.

Dans une lettre ouverte à Kouyaté début juillet, les chefs syndicaux écrivent: «Depuis votre nomination, vous n'avez fait que de fausses promesses à la population, surtout concernant le rétablissement des services sociaux de base: l'eau, l'électricité, les transports, les produits de première nécessité. Et, après avoir critiqué la nomination, reconduction ou promotion d'anciens dignitaires du gouvernement précédent, ils affirment: «vous vous éloignez de la mission qui vous est dévolue et le peuple auquel vous devez des comptes est laissé pour compte». Tout cela est bien joli mais qui a soutenu la nomination de ce premier ministre et a fait reprendre le travail contre la promesse creuse que Kouyaté allait satisfaire les besoins des masses, sinon ces mêmes chefs syndicaux?

Ces derniers mois, après les soldats du rang qui ont multiplié les menaces de mutineries si leurs arriérés de soldes n'étaient pas payés et se sont livré à des exactions, l'agitation a gagné les étudiants des diverses universités du pays. A Conakry comme à Kankan (où le doyen avait été séquestré), les cours ont dû reprendre sous bonne garde policière.

Dans les quartiers populaires, notamment de la haute banlieue de Conakry, les habitants (surtout des jeunes) ont manifesté pour protester contre les coupures d'électricité qui y rendent la vie impossible: le rétablissement d'un service normal de l'électricité avait été une des promesses que le nouveau premier ministre n'a pas tenue.

Mais un signe plus significatif de l'état

d'esprit des prolétaires est fourni par la grève de plusieurs semaines des 1500 ouvriers de la société multi-industries Topaz.

Cette entreprise est un groupe à capitaux indiens qui fabrique de la peinture, des emballages, etc. dans deux usines (dans la banlieue de Conakry et à Coyah); elle est réputée pour ses licenciements abusifs. Les ouvriers ont non seulement bravé le climat d'intimidation régnant dans cette entreprise - l'une des plus importantes du pays en dehors des mines - mais ils ont aussi désavoué les syndicats existants sous l'accusation d'être «complaisants» avec le patron. Après avoir établi une plate-forme revendicative pour exiger la fin des «mauvais traitements» et demander des augmentations de salaire, ils se sont mis en grève illimitée «jusqu'à la satisfaction totale de [leurs] revendications». Les grévistes ont déclaré à la presse: «des temps ont changé, nous ne nous laisserons plus marcher sur les pieds» (1).

A l'évidence la lutte prolétarienne ne s'est pas mise en hibernation dans la tropicale Guinée.

Mais comme partout elle a devant elle la grande tâche de rompre avec le syndicalisme collaborationnisme vendu aux patrons et à l'Etat bourgeois afin de reconstituer ses armes propres: l'organisation de classe pour la lutte immédiate de défense contre les patrons; comme l'organisation pour diriger cette lutte de classe et la conduire, en union avec les prolétaires des autres pays, jusqu'au renversement du capitalisme et l'instauration de son pouvoir révolutionnaire: le **parti de classe internationaliste et international**.

Les temps ne changeront vraiment que lorsque cette tâche commencera à être réalisée!

(1) «All Africa», 24 avril 2007

« Il Comunista » n° 104 - Giugno 2007 Nell'interno

- I proletari sono pagati sempre meno, contro un sempre crescente sfruttamento del lavoro salariato e della sua produttività. La via d'uscita è nella ripresa della lotta di classe!
- 18 marzo - 21 maggio 1871. La Comune di Parigi, secondo Marx
- Triennializzazione del contratto nel pubblico impiego: i padroni del privato cantano vittoria! Che lezione tirare dal rinnovo del contratto del pubblico impiego
- La teoria del plusvalore di Carlo Marx base viva e vitale del comunismo
- Cina 1927: la controrivoluzione staliniana, dopo aver soffocato la rivoluzione socialista in Russia, fa massacrare il proletariato rivoluzionario in Cina
- Non dimentichiamo il democratico massacro dei 30 mila comunardi: 21-28 maggio 1871
- A proposito della banda di Salvatore Giuliano e della prima strage di Stato: Portella della Ginestra
- L'arte del «distinguersi» a parole ma non coi fatti
- E' morto per un infortunio sul lavoro... dicono le cronache... E' stato assassinato, dice l'atroce realtà! (volantino)
- Primo Maggio internazionalista e di lotta! (volantino)
- I crimi del capitale assassino...
- Uomini e tonni
- Pellestrina: infortuni sul lavoro
- Ricordando il compagno François

Une seule issue au calvaire des masses palestiniennes: la lutte prolétarienne!

La situation des prolétaires et des masses palestiniennes s'est encore aggravée au cours des derniers mois, surtout dans la bande de Gaza qui est soumise à un véritable blocus par Israël qui a fermé le principal point de passage des marchandises et matières premières ainsi que des personnes depuis la prise de pouvoir par le Hamas. Un responsable de l'office onusien pour les réfugiés a affirmé le 9 août dernier que l'économie de la région risquait un effondrement économique si ce blocus continuait, alors

Dans l'industrie, 80 % des entreprises de Gaza ont été obligées de fermer, laissant sur le carreau plus de 30.000 ouvriers (dont le salaire faisait vivre près une fraction non négligeable des 1.400.000 habitants de la zone, jusqu'à dix personnes pouvant vivre sur un seul salaire): c'est notamment le cas du secteur textile qui vend plus de 90% de sa production sur le marché israélien. La quasi-totalité des ouvriers journaliers ont été licenciés, tandis que 5000 employés mensualisés seraient encore en activité (1). L'organisation patronale a averti que 120 000 emplois supplémentaires étaient menacés si le blocus continuait (2). Avant ces derniers événements, le chômage était déjà estimé à environ 40% à Gaza et le taux de pauvreté à plus de 70% de la population (l'«extrême pauvreté» étant à Gaza le lot de 42% des habitants) (3).

L'étranglement de l'économie palestinienne a son origine dans le mécontentement de l'impérialisme américain et de son fondé de pouvoir local - Israël - envers l'Autorité Palestinienne (AP) dirigée par le Fatah, le principal parti du front nationaliste OLP dont le chef était Arafat. Installée par l'impérialisme pour faire cesser la lutte palestinienne anticoloniale, l'AP s'est révélée incapable d'empêcher les actes de violence de la deuxième Intifada (insurrection).

Pour empêcher que la colère, la frustration, l'exaspération devant une situation désespérée ne débouchent sur des mouvements incontrôlés, le Fatah et son rival Hamas (et d'autres organisations de moindre importance) ont en effet pris le contrôle de cette Intifada en orientant les énergies combattives vers l'impasse meurtrière des attentats suicides contre des civils israéliens. Fondamentalement il s'agissait d'éviter ce qui s'était passé lors de la première Intifada qui, déclenchée de manière spontanée, avait pris un caractère de masse; les Israéliens avaient eu alors le plus grand mal à l'écraser, tandis que les islamistes, seuls présents sur place, s'efforçaient péniblement d'attirer les jeunes insurgés. Mais pour pousser les dirigeants palestiniens à aller plus loin et à faire stopper tout attentat et tout acte de guérilla, les impérialistes et les Israéliens, après avoir multiplié les pressions de toutes sortes, économiques et militaires, les raids et les assassinats, ont estimé que des élections pour renouveler l'Autorité Palestinienne étaient nécessaires.

Mais contrairement à ce qu'ils espéraient, ce ne sont pas les courants les plus «modérés» - lire: les plus collabos - du Fatah qui ont gagné les élections en janvier 2006, mais le Hamas! Les organisations de gauche et d'«extrême gauche» ont, elles aussi, été battues. Un représentant du P.P.P. (Parti du Peuple Palestinien, avatar du Parti communiste) donnait comme raison de cette défaite: «la gauche a payé les dettes du Fatah» (4). En rejetant les politiciens bourgeois corrompus et incapables du Fatah, les électeurs ont aussi rejeté les organisations de gauche, membres de l'OLP à la différence du Hamas, qu'il ne percevaient que comme de simples appendices de ce dernier. En dépit de son caractère politiquement réactionnaire, son programme de loi et d'ordre (y compris moral) à destination des couches bourgeoises, le Hamas a pu conquérir une audience auprès des masses en venant en aide aux démunis et en affirmant ses intentions de lutte contre les corrompus et de résistance à Israël.

Dès la victoire électorale du Hamas acquise, les démocraties américaines et israéliennes ont ouvertement déclaré qu'elles allaient tout faire pour étrangler le nouveau gouvernement. Les démocraties européennes ont accepté sans sourciller d'arrêter leurs subventions aux Palestiniens (5), de même que les alliés Arabes des Etats-Unis, tandis que l'Etat israélien gardait pour lui les sommes dues à l'Autorité palestinienne, kidnappait des ministres palestiniens et multipliait les raids militaires meurtriers: le Droit international, tout comme la Démocratie ne sont que de la poudre aux yeux dans la jungle capitaliste mondiale, où le seul droit qui prime est le **droit du plus fort**.

Le Hamas avait pourtant laissé entendre dans diverses déclarations qu'il renonçait à son programme de destruction de l'Etat Hébreu, qu'il était prêt à le reconnaître et à arrêter la lutte; mais, sans parler des liens du Hamas avec l'Iran, ce genre de déclarations est tout à fait insuffisante pour Israël et ses parrains impérialistes (et aussi pour les Etats bourgeois arabes comme l'Egypte).

A cause de la menace potentielle de la combativité qu'ont exprimée depuis des décennies les masses palestiniennes, ils ne sont prêts à accepter à la tête de l'AP qu'une force dont ils sont sûrs de la volonté et surtout de la capacité à maintenir, y compris par la force, l'ordre impérialiste à Gaza et en Cisjordanie. C'est pourquoi ils ont fait dérailler les diverses tentatives de gouvernement d'union nationale (6) et poussé leurs hommes lige dans le Fatah, en commençant par Dahlan, le chef des Forces de sécurité de l'AP, aux affrontements avec le Hamas, en leur fournissant même des armes.

Ce Dahlan qui a une longue histoire de collaboration avec les services de sécurité israéliens, est sans doute «l'homme le plus haï de Gaza»: on lui reproche aussi bien les tortures et les meurtres d'opposants que son enrichissement dans divers trafics. Malheureusement pour lui et ses commanditaires, les affrontements armés ont rapidement tourné à son désavantage, une partie de ses hommes passant même au Hamas, les autres s'enfuyant alors que les habitants se terraient sans prendre partie pour l'un ou l'autre camp; pour symboliser sa victoire et accroître sa popularité, le Hamas a livré au pillage la demeure de Dahlan qui était la plus riche villa de Gaza!

La victoire militaire du Hamas et son contrôle en conséquence de toute la bande de Gaza ont eu comme conséquence immédiate la fermeture par le gouvernement israélien des points de passage vers ce territoire et le versement d'une partie des sommes qu'il devait, à un nouveau gouvernement anti-Hamas formé en hâte par le président palestinien Abbas. Cela a permis à celui-ci de verser un salaire complet pour la première fois aux 150.000 fonctionnaires palestiniens - sauf à ceux qui avaient été embauchés par le gouvernement issu des élections de 2006 (le Hamas a répliqué en promettant qu'il assurerait le salaire de ces 10 000 personnes).

De leur côté l'Union Européenne et les Etats-Unis ont eux aussi annoncé qu'ils mettaient fin aux sanctions financières et autres imposées à l'AP, pour appuyer Abbas et ses partisans du Fatah. Ces derniers ont demandé à Israël l'autorisation de combattre en Cisjordanie «du matériel de combat» venant de Jordanie et d'Egypte: mitrailleuses, fusils d'assaut, jeeps, véhicules blindés, etc., «pour défendre le Fatah face au Hamas» (les Américains se chargent de restructurer les forces de sécurité palestiniennes «affiliées au Fatah en Cisjordanie») (7). Le gouvernement Abbas a également demandé à toutes factions palestiniennes de livrer leurs armes. Par ailleurs le gouvernement américain décidait fin juin d'augmenter de 25% son aide militaire à Israël pour atteindre les 3 milliards de dollars par an pendant dix ans; il aurait aussi accepté de vendre des avions de combat dernier cri et

d'autres armes sophistiquées.

Ces derniers mois Israël a continué sans désemparer sa politique de colonisation insidieuse de la Cisjordanie, par l'implantation de colonies «illégalles» mais avec l'appui gouvernemental, groupant des milliers de personnes, par la construction du fameux «Mur» qui englobe des terres palestiniennes, par le développement de «routes stratégiques» qui morcellent toujours plus le territoire et le grignotement permanent de Jérusalem pour en chasser les habitants arabes. Aujourd'hui les colonies israéliennes où vivent 240.000 colons et leurs infrastructures occupent 40% du territoire de la Cisjordanie, les 2.400.000 Palestiniens se tassant sur les 60% restants! En même temps les raids et attaques diverses ont lieu en permanence, au point de ne même plus susciter un écho dans la presse internationale, ni bien sûr la moindre protestation platonique des Etats impérialistes censés travailler à la «paix» dans cette région.

Le dernier en date à Gaza, au moment où nous écrivons, le 14 août, a fait 6 morts (dont 4 civils) tandis qu'une centaine de personnes étaient appréhendées par les militaires israéliens et «plusieurs dizaines» kidnappées...

En dépit de cela le soutien, implicite ou explicite, à Israël, s'est renforcé, non seulement de la part de ses parrains impérialistes traditionnels, mais aussi de la plupart des Etats arabes. L'Egypte avait laissé fermer son point de passage avec la bande de Gaza de façon, bloquant au passage plus de 5000 Palestiniens à la frontière. Il a fallu une grève de la faim d'une centaine d'entre eux pour que, finalement, au bout de 2 mois, ils soient autorisés à rentrer chez eux; entre temps une quarantaine, personnes âgées, malades, sont décédées...

L'Arabie Saoudite avait organisé en mars

NI ABBAS, NI LE HAMAS, NI LA GAUCHE NATIONALISTE NE SONT DU CÔTÉ DES PROLÉTAIRES!

Face aux affrontements entre le Fatah et Hamas, les organisations dites de gauche n'ont été capables de répondre que par des appels impuissants à l'arrêt des combats et au retour à la raison (manifestation du 14 juin à Gaza organisée par le FPLP le FDLP). Ces organisations n'étant que la queue du nationalisme, elles ne peuvent aller au delà de l'«unité nationale» au nom de la lutte contre l'ennemi israélien (9).

L'unité nationale, c'est l'unité avec les forces bourgeoises qui dominent politiquement dans l'Autorité Palestinienne comme elles dominent économiquement. Pour la bourgeoisie palestinienne, ce qui compte c'est de se voir reconnaître l'administration d'un petit bout de terre où pouvoir développer ses affaires, exploiter ses prolétaires et engranger tranquillement ses profits. Ayant abandonné ses rêves d'une grande Palestine, elle se serait résignée depuis longtemps à accepter ce que lui proposent les Israéliens et les impérialistes, si la résistance des masses à l'oppression ne la contraignait pas à jouer la comédie de la lutte nationale. L'unité nationale, aspiration classique du petit bourgeois qui redoute les affrontements entre les classes, est pour les prolétaires et les masses opprimées, la formule de l'impuissance à se défendre, que ce soit contre l'opresseur israélien ou contre l'exploiteur palestinien.

Mais en réalité ces appels à l'unité nationale lancés par les organisations nationalistes de gauche, se sont transformés prosaïquement en unité avec... le Fatah et le gouvernement de Abbas. C'est ainsi que le 13 août, répondant à un appel de ce dernier, le FPLP, le FDLP et le PPP ont organisé avec le Fatah à Gaza une manifestation de quelques centaines de personnes contre le Hamas aux cris de «Nous voulons l'unité du peuple!». Quelques jours auparavant, Nayef Hawatmeh, le vieux chef historique du FDLP, autrefois

un sommet de la Ligue Arabe qui a proposé un accord de paix global avec Israël, où le droit au retour des réfugiés palestiniens était pour la première fois abandonné. Les dirigeants israéliens ont répondu par de belles phrases, et en affirmant que la paix avec les «ennemis» d'Israël n'était pas possible avant 3 à 5 ans: l'important pour eux est que les Etats arabes se soucient de moins en moins de soutenir les Palestiniens. Des rumeurs (démenties par Ryad) ont fait état de négociations secrètes entre Israël et l'Arabie Saoudite, avec qui les Américains ont passé de gros contrats d'armements.

En visite en Israël le 2 août Condoleezza Rice a déclaré qu'«il y a dans les Territoires palestiniens un gouvernement dévoué aux principes de base de la paix et c'est là une occasion à ne pas manquer» (être dévoué à la paix signifie ne pas s'opposer aux intérêts et aux objectifs impérialistes); elle promettait 80 millions de dollars aux «services de sécurité palestiniens» de ce gouvernement. La ministre des Affaires étrangères israéliennes répondant de son côté qu'«Israël ne manquera pas cette occasion», expliquait vouloir profiter de la situation dans les Territoires pour arriver «à un accord avec le gouvernement modéré de Abbas» (être modéré signifie renoncer à ses revendications). Américains et Israéliens comptent en effet sur l'affaiblissement de ce qui reste des autorités palestiniennes pour leur faire accepter de nouvelles concessions dans le cadre d'une nouvelle orientation dite «Cisjordanie d'abord»: «renforcer le pouvoir de M. Abbas en normalisant les conditions de vie en Cisjordanie tout en laissant la situation se dégrader dans une bande de Gaza aux prises avec Hamas» (8), seul un minimum d'aide humanitaire étant fournie à ce territoire pour diminuer les risques d'explosion sociale.

dénoncé et traqué par les Israéliens en tant que dangereux terroriste, avait été autorisé par ceux-ci à venir, pour la première fois, en Cisjordanie: c'est qu'il venait soutenir le président Abbas. Ils lui ont également permis de s'exprimer sur les ondes de la télé publique israélienne: il y a fait l'éloge du collaborateur Abbas et a légitimé en définitive la politique du gouvernement israélien en ne critiquant que son incapacité à «agir concrètement» pour la paix (11)...

Les organisations nationalistes palestiniennes, politiquement toutes bourgeoises, y compris leur frange «de gauche», achèvent ainsi leur trajectoire politique par leur reddition ignominieuse mais inévitable devant l'oppression colonialo-impérialiste.

Il est faux d'en conclure, comme le font beaucoup de pro-Palestiniens, que le Hamas est maintenant une organisation incarnant la lutte des masses ou s'appuyant sur celle-ci. Le Hamas est une organisation tout aussi bourgeoise que les différentes factions nationalistes, seulement plus réactionnaire. En dépit de ses discours, de ses affirmations qu'il n'abandonnera pas «la résistance contre l'occupation», le Hamas n'aspire, lui aussi, qu'à se voir reconnu par l'impérialisme et Israël. Dès sa victoire à Gaza, il a multiplié les déclarations pour un accord avec Abbas et pour le maintien du gouvernement d'union nationale, au programme des plus «modérés». Il s'est bien gardé d'étendre les affrontements en Cisjordanie où pourtant il était électoralement et politiquement le plus fort. Il a proclamé qu'il était prêt à reconnaître Israël si celui-ci reconnaissait les droits des Palestiniens sur les Territoires occupés après la guerre de 1967 et arrêterait la colonisation. Il a interdit toute manifestation. En guise de démonstration de sa capacité à faire régner

(Suite en page 8)

Une seule issue au calvaire des masses palestiniennes: la lutte prolétarienne!

(Suite de la page 7)

l'ordre à Gaza, le Hamas a réussi à faire libérer début juillet un journaliste anglais retenu depuis des mois par un clan mafieux que les services de sécurité de l'AP n'osaient pas affronter (10).

Ces états de service ont amené certains hommes politiques d'importance, comme l'ancien secrétaire d'Etat américain Colin Powell, à plaider pour une reconnaissance du Hamas et la fin du blocus afin d'éviter que Gaza ne se transforme en foyer d'instabilité: ils ne craignent pas du tout que cette organisation soit la représentante du combat des masses, mais sont bien conscients au contraire qu'elle est peut-être la seule à pouvoir les contrôler et leur imposer le respect de l'ordre impérialiste. Cette position est cependant minoritaire dans les milieux dirigeants américains en raison des liens qu'elle a encore avec l'Iran. D'autre part le contrôle de la bande de Gaza par le Hamas est jugé incertain.

Quoi qu'il en soit, les prolétaires ne peuvent accorder aucune confiance dans une organisation qui a déjà montré son vrai visage lors de la grève générale des salariés de la Fonction publique l'automne dernier: pour faire échouer la grève entamée début septembre et suivie par la majorité des 150.000 travailleurs du secteur public pour exiger le paiement de leurs salaires, le Hamas a eu recours non seulement à la propagande classique de l'unité nationale face au sionisme, mais à l'intimidation et à la répression (licenciements des supposés «meneurs»). La grève a cependant tenu ponctuée de manifestations et d'incendies de locaux du Hamas. Le

14 janvier un accord était conclu: paiement immédiat d'un mois de salaire, paiement échelonné des arriérés, paiement des frais de transport des employés durant la grève, suppression des licenciements, etc. (12). C'était en définitive une victoire remportée par les travailleurs sur un gouvernement qui se voulait inflexible.

Le gouvernement du Hamas a également pris des mesures antisociales (coupes claires dans le budget de la Santé), même si sur la question du droit des femmes il n'avait pas appliqué son programme réactionnaire.

La situation des prolétaires et des masses exploitées plongées dans une misère croissante aggravée par la crise économique provoquée par le blocus israélien, est aujourd'hui terrible. Ils sont pris en tenailles entre la pression impérialiste exercée par la soldatesque israélienne et les affrontements entre organisations bourgeoises rivales. Leur allié potentiel, le prolétariat international, paralysé par la collaboration des classes, est encore incapable de leur apporter son aide. La seule issue est pourtant celle de la lutte prolétarienne, de la lutte de classe, y compris au niveau économique élémentaire dont ils ont déjà fait preuve.

Il revient aux prolétaires des autres pays, à commencer par les prolétaires des grandes puissances impérialistes, de ne pas laisser leurs frères de classe palestiniens isolés et écrasés. Ils ont la possibilité de leur apporter non pas la charité, mais la seule aide qui soit réellement efficace: en s'engageant dans la reprise de la lutte de classe, ils peuvent en effet affaiblir «leur» impérialisme et faire sauter l'état qui enserme les prolétaires des pays

dominés. Ce serait le premier pas vers la lutte unie des prolétaires de tous les pays pour renverser le capitalisme mondial.

Cette perspective n'est pas malheureusement pas immédiate; elle est cependant infiniment plus réaliste que toutes les perspectives présentées aux prolétaires et aux masses palestiniennes depuis des décennies et qui n'ont abouti qu'à aggraver chaque fois davantage leur situation. Tant qu'ils n'auront pas la force de rompre avec ces perspectives **bourgeoises** pour trouver la voie de la lutte et de l'organisation de classe les choses ne changeront pas et leur sang coulera au seul profit des classes ennemies.

Solidarité de classe avec les prolétaires et les opprimés palestiniens!
Pour la reprise de la lutte de classe et la révolution communiste internationale!

(1) cf «Financial Times», 4-5 août 2007

(2) Selon l'Association of Palestinian Businessmen. cf «International Herald Tribune», 10/8/2007

(3) Rapport du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), 17/7/2007. Il s'agit d'une enquête auprès de 5000 foyers palestiniens réalisée du 3/4 au 8/5/2007, donc **avant** le blocus de Gaza et son effondrement économique. (www.undp.ps).

(4) cf «L'Humanité», 1/2/2007.

(5) En fait, les impérialistes européens, tout-à-fait conscients de la nécessité du maintien de l'existence de structures étatiques afin que n'exploient pas les Territoires palestiniens, ont continué partiellement leurs versements, qui servent normalement à payer les salaires des fonctionnaires et plus précisément des policiers, en court-circuitant le gouvernement du Hamas.

(6) Mustapha Barghouti, l'ancien porte-

parole de ce gouvernement qui, selon lui comprenait «les meilleurs leaders démocratiques palestiniens, pacifistes et modérés» constatait amèrement: «Le gouvernement palestinien que veut Israël est un gouvernement de collaborateurs agissant comme ses hommes de main» et il ajoutait: «Ils ne l'obtiendront jamais». C'est moins sûr... cf «International Herald Tribune», 7-8/7/2007.

(7) Les Israéliens sont réticents à ses livraisons parce qu'une partie des 5000 fusils d'assaut fournis au Fatah pour combattre le Hamas ont fini entre les mains de ce dernier! cf «Haaretz», 9/8/2007, traduit par ISM-France.

(8) cf «Le Monde», 20/6/2007.

(9) Voir le communiqué du FPLP du 25/6/2007, signé par une ribambelle d'organisations néo-staliniennes arabes: «Le peuple palestinien a besoin aujourd'hui plus que jamais de renforcer l'unité nationale, de refuser la division et les luttes fratricides, pour unir la patrie et le peuple, s'attacher à ses objectifs nationaux et ses droits historiques à un Etat palestinien démocratique» ou celui du FPLP le 29/6/2007: «Nous appelons l'ensemble de notre peuple, le Fatah et Hamas, au retour à la raison et à la conscience des intérêts nationaux. Nous appelons notre peuple à l'unité, à la cohésion, au dépassement des blessures et des souffrances, par la condamnation des solutions sanglantes et la réprobation de la logique insurrectionnelle de quelque côté qu'elle soit» Amen.

(10) Le porte-parole du Hamas déclarait espérer que le message de la libération du journaliste «atteindrait toute l'Europe et les pays arabes et islamiques et convaincrerait leurs gouvernements de traiter avec Hamas» cf «Financial Times», 5/7/2007.

(11) cf «El Moudjahid», 10/8/2007

(12) www.imemc.org, 14/1/2007.

Etat, démocratie et dictature dans la perspective du communisme

(Suite de la page 1)

première tâche de l'Etat bourgeois. Cette tâche s'élargit d'ailleurs tout de suite, car l'Etat bourgeois devait aussi briser toutes les entraves prolétariennes à l'expansion du capital: les tentatives pour dépasser les objectifs bourgeois de la révolution, les atteintes à la propriété, les luttes contre l'exploitation, les premières coalitions ouvrières opposées à la «liberté du travail» à laquelle la bourgeoisie reste aujourd'hui encore tellement attachée.

Mais la bourgeoisie n'est pas, il s'en faut, une classe homogène. Représentant l'intérêt **commun** de toutes les couches bourgeoises et petites bourgeoises face aux classes féodales vaincues et au prolétariat naissant, l'Etat bourgeois devait donc aussi permettre aux intérêts différents ou divergents de s'exprimer et de se disputer la prééminence.

Dans sa forme classique la plus pure, la République démocratique, la structure de l'Etat bourgeois correspond à cet ensemble de fonctions et elle est aussi parfaitement conforme à l'idéologie bourgeoise, supers-structure des rapports marchands.

Pour balayer tous les particularismes et toutes les restrictions féodales, elle revendique la Liberté et l'Egalité, et contre tous les privilèges, elle affirme la Souveraineté du peuple; Or, explique Marx, cette liberté et cette égalité ne sont que l'expression idéalisée des caractéristiques de l'échange mercantile. Pour les théoriciens bourgeois, la **propriété privée** est une chose naturelle (et un principe des droits de l'homme). Le rapport social fondamental est donc celui de propriétaires, qui d'un sac d'écus ou d'une forge, qui de la force de ses bras, propriétaires «libres» d'échanger leurs propriétés à «valeur égale». L'Etat qui défend ce rapport social est naturellement vu comme l'émanation de tous ces «citoyens» aussi libres qu'égaux.

Bien que cette justification théorique soit fautive ou plutôt justement parce qu'elle

est fautive, l'Etat parlementaire a parfaitement rempli la tâche qui lui revenait: il a liquidé les structures féodales qui gênaient le capitalisme; permis aux intérêts des divers fractions de la bourgeoisie de s'exprimer et de se disputer la prééminence; empêché enfin le prolétariat de contester la domination de la bourgeoisie dans son ensemble.

L'idéalisme bourgeois présente les opinions ou les aspirations des citoyens comme les libres expressions de la raison abstraite dont chacun d'entre eux est pourvu. Et lorsqu'on objecte à l'idéologue bourgeois que les opinions du manoeuvre ou du capitaliste ne sont ni libres ni abstraites, il a une position de repli toute prête: bien sûr, admet-il, les opinions des gens dépendent largement de leurs intérêts; mais la compétition démocratique entre ces opinions et donc entre ces intérêts arrive à ce que l'opinion majoritaire exprime les intérêts de «la majorité des citoyens».

Ce raisonnement, les démocrates de toutes nuances le répètent depuis toujours, les uns avec cynisme parce qu'ils savent que l'expression démocratique des opinions leur permet de camoufler leur domination de classe; les autres, peut-être plus dangereux, parce qu'ils prétendent - parfois sincèrement - qu'il faut agir sur l'**opinion** des prolétaires pour que ceux-ci prennent enfin conscience de leurs intérêts et soient alors en mesure de déterminer démocratiquement la politique de l'Etat. Contre les uns et les autres, les marxistes affirment que **«la bourgeoisie gouverne avec l'assentiment de la majorité, non seulement de la population, mais aussi des ouvriers»** (Amadeo Bordiga, «Parti et classe»).

Comment est-ce possible? Parce que, comme l'a montré Marx, les opinions des hommes ne sont pas le **reflet mécanique et automatique** de leurs intérêts particuliers, de catégorie ou de classe, étant donné que **«les idées dominantes dans une société sont les idées de la classe dominante»**. En effet la classe qui dispose du pouvoir économi-

que et du pouvoir politique dispose aussi du pouvoir «spirituel»; c'est-à-dire du pouvoir d'imposer non seulement les rapports de production et les rapports sociaux qui fondent sa domination, mais aussi les idées et les opinions qui y correspondent.

C'est pourquoi le marxisme affirme que la «libération des consciences» ne peut être que la **conséquence** de l'abolition de la domination effective du capital; c'est pourquoi il s'oppose **radicalement** à tous les démocrates qui prétendent qu'il faut au préalable libérer les consciences des prolétaires (ou du peuple, ou des individus) pour que puisse se réaliser cette abolition.

Loin de jouir d'une parfaite liberté de jugement ou de conscience de ses intérêts, la grande majorité de la population reflète dans ses opinions l'intérêt de la classe dominante; et la démocratie électorale sanctionne tout «naturellement» la domination de cette classe, du moins tant que cette domination n'est pas fortement ébranlée par de graves difficultés, économiques ou sociales.

Dans de telles périodes de crise, dans les périodes de révolution, l'affaiblissement de la domination de la classe exploiteuse est tel, qu'il est théoriquement possible que la majorité de la population se prononce dans des élections en faveur du bouleversement social.

Mais s'il arrivait d'aventure qu'une majorité révolutionnaire soit élue à la tête de l'Etat, elle constaterait aussitôt son impuissance complète à se faire obéir de cet Etat, la réalité du pouvoir bourgeois étant concentré, non dans la coquille décorative des institutions électorales, mais dans la «machine bureaucratique et militaire» du **pouvoir exécutif** qui n'a cessé de se renforcer au cours des décennies.

EVOLUTION DE L'ETAT BOURGEOIS

Au cours de son cycle historique, le capitalisme parcourt trois grandes phases.

Dans la première, il cherche à **briser** les rapports de production et sociaux antérieurs pour libérer les forces productives qu'ils tiennent enchaînées: c'est sa phase **révolutionnaire**.

A partir du moment où il a renversé les obstacles et assuré sa domination à l'échelle mondiale, il entre dans une phase de consolidation et d'expansion au cours de laquelle s'implantent et se développent partout les nouveaux rapports de production. Dans sa dernière phase, ce «stade suprême» dit impérialisme ou prédomine le capital financier, le partage et repartage du monde entre grandes puissances avec leurs guerres continuelles, le capitalisme n'est plus globalement qu'un obstacle au développement de l'humanité: il est devenu «réactionnaire sur toute la ligne», **contre-révolutionnaire**.

Parallèlement à cette évolution du capitalisme, l'organisation de l'Etat bourgeois se modifie. Dans la première phase le caractère **objectivement révolutionnaire** de la bourgeoisie, le fait qu'elle représentait effectivement les exigences immédiates des larges masses populaires donnait de la réalité à la «souveraineté du peuple». La violence de l'Etat était essentiellement dirigée contre des minorités, aristocrates récalcitrants, avant-gardes prolétariennes, et n'exigeait pas un important appareil de coercition, que la bourgeoisie n'avait d'ailleurs pas eu le temps de mettre sur pied.

A mesure que s'efface le caractère révolutionnaire de la bourgeoisie et qu'elle entre dans sa phase d'expansion, on assiste au renforcement et au gonflement de l'exécutif. L'Etat doit maintenant imposer l'expropriation des petits producteurs, la généralisation du salariat, l'exploitation féroce du prolétariat. Mais en général, l'exécutif reste encore subordonné au législatif; le parlement représente les intérêts des divers couches bourgeoises qui rivalisent pour l'emporter l'une sur l'autre, mais aussi pour entraîner derrière elles le prolétariat; et c'est par le parlement que la bourgeoisie gouverne.

Dans la phase impérialiste, le rapport entre le législatif et l'exécutif se renverse. C'est que la violence effective ou potentielle ne cesse de croître à mesure que les contradictions du capitalisme s'exaspèrent et que s'affaiblissent les antagonismes entre clas-

ses et entre Etats. Devant les menaces prolétariennes et face à la concurrence, pacifique ou militaire des autres Etats, le capital financier tend à **unifier** la bourgeoisie sous sa direction et à gouverner directement.

Naturellement, cette évolution ne s'accomplit pas d'une façon linéaire et continue, et l'importance de l'appareil exécutif ainsi que ses rapports avec le parlement dépendent du déroulement des luttes sociales. Marx a montré par exemple que la violence des luttes des classes en 1848 avait conduit en un saisisant raccourci de trois années au gonflement, à l'autonomie et à la suprématie temporaire de l'exécutif; alors qu'en Angleterre, c'est à peine si, jusqu'en 1870, on pouvait parler d'un appareil d'Etat opposé à la société. Le schéma que nous avons rappelé ne prétend donc pas décrire le détail de cette transformation, mais indiquer sa **tendance générale**. Il montre que la domination politique de la bourgeoisie repose à la fois sur la mystification démocratique et sur le renforcement réel de l'appareil d'Etat, cette machine d'encadrement politique, bureaucratique, policière et militaire d'un exécutif de plus en plus directement lié aux cercles dominants du grand capital.

L'ensemble de ces conditions fait dire à Lénine, dans son commentaire du texte d'Engels:

«La toute-puissance de la "richesse" est plus sûre en république démocratique, parce qu'elle ne dépend pas de défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme; aussi bien le Capital, après s'en être emparé (...) assoit son pouvoir si solidement, su sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par **aucun** changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise» (c'est Lénine qui souligne).

Et notre courant écrivait en 1920 dans ses Thèses sur la question parlementaire: «Alors que l'appareil exécutif militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie représente pour lui un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique».

Inévitablement, le prolétariat se heurte dans ses luttes à l'appareil d'encadrement et de répression de l'Etat bourgeois: il devra le **briser**, le détruire de fond en comble par l'action violente. Inévitablement, la lutte révolutionnaire trouve sur son chemin le mirage démocratique et parlementaire destiné à la fourvoyer, à amortir ou dévier les coups qu'elle porte à l'Etat, à freiner ou casser son élan, à la détourner de son but.

Le prolétariat devra dissiper ce mirage, **supprimer** le parlement et les institutions électives bourgeoises tout comme le reste de l'appareil d'Etat.

FONCTION ET STRUCTURE DE L'ETAT PROLÉTARIEN

La destruction de l'Etat bourgeois n'entraîne en aucune manière la disparition immédiate des classes sociales et de leurs antagonismes. Elle se situe au contraire à l'apogée de la lutte des classes qui oblige le prolétariat à constituer son **propre Etat**, capable d'intervenir despotiquement dans l'économie» pour **imposer** aux classes hostiles, récalcitrantes ou hésitantes, l'abolition des rapports capitalistes de production. Laissons encore parler Lénine: «La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la **domination politique** du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en **classe dominante** capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées.

Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des

exploités que pour **diriger** la grande masse de la population - paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétaires - dans la "mise en place" de l'économie socialiste».

Mais cet Etat, «le prolétariat organisé en classe dominante» précisait Marx, a une fonction historique radicalement différente de celle de l'Etat bourgeois, défenseur des conditions de l'exploitation capitaliste. L'Etat prolétarien est lui aussi une **trique**, l'Etat ne saurait être autre chose, mais sa violence tend à supprimer le salariat, à abolir le marché, bref à détruire les rapports de production qui ont engendré les classes modernes et leur antagonisme. Il tend donc à **supprimer la division de la société en classes** et donc à **supprimer sa propre raison d'être**. Alors que l'Etat bourgeois, qui pour défendre le Capital s'emploie à contenir des antagonismes sociaux potentiellement de plus en plus explosifs, est du coup nécessairement contraint de se renforcer continuellement, de devenir toujours plus une énorme carapace bardée d'engins de mort, l'Etat prolétarien, lui, travaille à sa propre disparition.

L'Etat prolétarien ne peut donc pas être «une force autonome qui devient de plus en plus étrangère à la société»; il suit l'évolution inverse, élargit progressivement sa base, qui d'emblée n'est pas une petite minorité mais les larges masses prolétariennes, au fur et à mesure du processus (évidemment long) qui efface les différences de classes, pour finalement disparaître avec elles.

Non seulement l'Etat prolétarien n'a pas **besoin** de la «séparation des pouvoirs» entre le législatif et l'exécutif, séparation qui sert à la bourgeoisie à masquer la dictature de celui-ci par la démocratie de celui-là, parce qu'il se déclare ouvertement **dictature de classe**; mais surtout il ne doit pas tolérer une telle séparation qui en singeant l'organisation de l'Etat renversé ne pourrait que faciliter la persistance d'influences bourgeoises au sein du nouvel Etat. Marx et Lénine ont rappelé les mesures pratiques adoptées par la Commune pour éviter que les tâches bureaucratiques encore nécessaires puissent conduire à la formation de castes autonomes.

Contrairement à la bourgeoisie qui prétend avoir trouvé l'organisation politique parfaite, le prolétariat n'a pas de «Constitution» idéale à proposer. Bien au contraire il refuse tout constitutionnalisme, toute prétention d'enfermer son Etat dans un formalisme rigide et figé. Il affirme clairement et ouvertement que les rapports politiques et sociaux après la révolution ne peuvent être réglés par un «contrat» abstrait et a priori, mais sont des **rapports de force**. Cela ne signifie pas que l'Etat prolétarien ne puisse pas être conduit à adopter transitoirement une réglementation politique qui précise les droits et devoirs de telle ou telle catégorie; cela signifie qu'il ne cherchera pas à la «justifier» par des considérations idéologiques basées sur des principes abstraits et éternels - c'est-à-dire mensongères -, mais qu'il la proclamera d'avance provisoire et appelée à être changée dès qu'il le faudra. Le propre d'une dictature c'est justement de n'être liée par aucune loi; la dictature du prolétariat n'obéit qu'aux **nécessités de la liquidation du capitalisme**.

Ces deux caractères de l'Etat prolétarien - le fait qu'il coïncide avec le prolétariat en armes, et celui qu'il ne se fonde sur aucun Droit mais sur le rapport des forces et les exigences pratiques de la lutte contre le capitalisme - indiquent déjà que son organisation ne peut rien avoir de commun avec une structure de type parlementaire!

Mais il y a un autre aspect très important. Nous avons rappelé que les idées dominantes sont celles de la classe dominante. Si comme le croient les idéalistes (et tous les démocrates), les opinions sont la force déterminante, cela signifierait que cette domination est éternelle. Mais en réalité ce ne sont pas les idées qui déterminent les actions humaines et la lutte entre les classes; ce sont à l'inverse leurs actions qui déterminent les idées, les pensées des hommes. Sans doute comme dit Marx «les idées aussi deviennent des forces matérielles quand elles s'emparent des masses». Mais le fait premier dans cette interaction, ce sont les actes. Les individus, les groupes sociaux, les classes agissent sous la poussée de

leurs besoins matériels, et ce n'est qu'à travers leur action qu'ils deviennent capables de comprendre ce qu'ils font et pourquoi ils le font: **la pensée suit l'action**. Sous le capitalisme, seule une minorité d'avant-garde peut arriver à la compréhension générale des mécanismes de la lutte des classes et des conditions de la victoire prolétarienne, et concrétiser cette compréhension dans la constitution de l'organe indispensable pour cela: le **parti de classe**.

Les communistes ne sont pas les précheteurs de la bonne parole; la révolution ne sera pas la conséquence de la conversion des prolétaires aux idées socialistes. Elle sera la conséquence de l'explosion des contradictions de la société capitaliste, de la crise sociale qui poussera les grandes masses à l'action **avant** qu'elles aient «pris conscience» de la portée et des conséquences de leur lutte. C'est là une affirmation fondamentale du matérialisme historique qui a des conséquences très importantes.

La première concerne l'organisation de l'Etat prolétarien. Puisque c'est l'action qui produit la conscience, la fonction fondamentale de cet Etat n'est pas de recueillir les opinions des prolétaires, mais d'**organiser leur action**. Ses organes ne sont pas des assemblées démocratiques où l'on vient «s'exprimer», mais des **corps agissants**. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas en leur sein des discussions et des votes; la lutte contre le fallacieux **principe démocratique** ne signifie pas le rejet du **mécanisme démocratique** dans les organisations de masse, avant ou après la révolution. Mais ces votes ne sont jamais que des indications pratiques sur le rapport des forces à un moment donné, sur la combativité des masses et les possibilités d'action. Le parti de classe, l'organe suprême du prolétariat, ne leur reconnaîtra jamais une valeur absolue. Et dans la réalité concrète, surtout dans les moments cruciaux, l'action doit précéder la consultation! Ce n'est pas par hasard si les bolcheviks ont déclenché l'insurrection sans attendre les résultats d'une consultation formelle des Soviets.

«Seuls des fous ou des crapules peuvent demander au prolétariat de conquérir une majorité des voix dans des élections quise déroulent sous la pression de la bourgeoisie, sous le joug de l'esclavage salarié, avant d'avoir le droit de prendre le pouvoir (...)

Le prolétariat mène sa lutte de classe sans attendre qu'un vote l'autorise à déclencher une grève - bien que le succès de la grève exige la sympathie de la majorité des ouvriers (...).

Le prolétariat mène sa lutte de classe et renverse la bourgeoisie sans attendre un vote préalable, tout en sachant bien que la sympathie de la majorité des travailleurs est **indispensable** au succès de sa révolution (...).

Très souvent la "sympathie de la majorité des travailleurs" ne peut pas être démontrée par des scrutins et des votes (et nous ne parlons même pas ici des scrutins organisés par l'exploiteur et où l'exploiteur et l'exploité sont considérés comme "égaux"). Très souvent la "sympathie de la majorité des travailleurs" ne se manifeste **pas du tout** dans un scrutin, mais par l'augmentation de l'influence du parti dans les soviets, par la victoire d'une grève, par un succès remporté dans la guerre civile, etc.

La révolution prolétarienne n'est pas possible si la grande majorité des travailleurs n'accorde pas sa sympathie et son soutien à son avant-garde. Mais cette sympathie, ce soutien, ne peuvent être obtenus d'un coup, ils ne se déterminent pas par des votes, mais se conquièrent dans une lutte de classe longue, dure et opiniâtre». Et Lénine précise que cette lutte se déroule avant, pendant et après la prise du pouvoir.

Cette citation (tirée du «Salut aux communistes italiens, français et allemands», 1919) montre que la question de la «majorité» dans la société et dans les organes de l'Etat prolétarien ne se pose pas en termes de consultation électorale, de décompte des opinions, mais d'influence réelle se manifestant **dans l'action pratique**. Elle témoigne de l'accord complet entre Lénine et la Gauche communiste d'Italie sur la «conquête de la majorité» entendue dans un sens dynamique, dialectique et de combat. Même si une

telle consultation était possible, le parti ne doit pas attendre que 51% des prolétaires se déclarent partisans de la révolution avant d'entamer l'assaut révolutionnaire contre l'Etat bourgeois. Et même si la majorité des soviets devait se prononcer après la révolution pour la restauration du pouvoir bourgeois, les communistes ne déposeraient pas les armes sans combattre!

DICTATURE DU PROLÉTARIAT ET PARTI DE CLASSE

Nous avons vu quels sont les traits caractéristiques de l'Etat prolétarien. Sans qu'il s'agisse le moins du monde de plans constitutionnels ou de recettes pour bâtir les organes de cet Etat, ils indiquent quelles doivent être les propriétés générales de sa structure et de son mode de fonctionnement pour remplir sa tâche de bouleversement de l'ordre économique et social, de victoire dans la guerre civile interne et de soutien à la lutte révolutionnaire à l'extérieur.

Mais pour que l'Etat prolétarien puisse jouer son rôle ces aspects **nécessaires** que nous avons rapidement esquissés ne sont pas encore **suffisants**. Car aucune forme d'organisation n'est en elle-même révolutionnaire; aucune structure organisationnelle, si opposée soit-elle à celle de l'Etat bourgeois ne garantit en elle-même la réalisation des tâches qui mènent au communisme. Faut-il rappeler les faiblesses tragiques de la Commune à qui manquait la direction politique capable d'utiliser à fond le formidable instrument qu'elle était? Faut-il rappeler que les soviets aux mains des mencheviks et SR n'étaient que des sortes de «parlements ouvriers» qui ont remis le pouvoir à la bourgeoisie? Que les conseils allemands se sont laissés intégrer dans la république bourgeoise?

Il faut revenir au fait que la lutte des masses ne peut découler d'une conscience claire des conditions de leur émancipation, mais de leurs besoins matériels élémentaires qui les poussent au combat. Mais pour pouvoir se libérer de l'esclavage salarié et libérer toute la société de la domination du capitalisme, il ne suffit pas d'agir sous l'impulsion du moment. En sachant éviter les mille embûches que lui tend la classe ennemie, le prolétariat doit savoir aussi diriger systématiquement ses coups contre les fondements véritables du capitalisme conformément à une compréhension générale du processus historique objectif.

Cette contradiction entre l'action «inconsciente» des larges masses et la conscience indispensable au succès du combat ne peut se résoudre que par la présence et l'action du Parti de classe à la direction du combat. Le rôle irremplaçable du parti pour la lutte du prolétariat contre le capitalisme et pour l'exercice de sa dictature est la pierre angulaire de la théorie marxiste. Sans vouloir citer longuement les textes, rappelons les points fondamentaux suivants (tirés de notre brochure «Parti et classe»)

Le Parti est l'**organe** produit par la lutte du prolétariat, organe qui condense la **conscience** durement acquise de ses tâches historiques et des moyens de les réaliser, et la **volonté** de la classe tendue vers ce but. C'est l'organe par lequel le prolétariat s'organise en classe et dirige son action de classe. Sans parti, pas d'action de classe, ni même de classe au sens de protagoniste en lutte pour ses objectifs historiques. C'est le parti qui unifie les poussées désordonnées issues des conditions immédiates et les oriente vers le but historique final.

C'est le parti et lui seul qui doit assumer la **direction** de l'Etat dictatorial du prolétariat, non comme un appareil extérieur, mais comme un réseau **organisateur** et **dirigeant** omniprésent, agissant dans tous les organes de cet Etat.

La révolution est la confluence de la lutte spontanée du prolétariat et du Parti qui **unifie** cette lutte et la **dirige** contre l'Etat bourgeois.

L'Etat prolétarien, c'est la conjonction des **organes de lutte et de domination politique** créés par les masses (Conseils, Soviets, etc...) et du **programme** et de la **direction** de classe qui ne peuvent être assurés que par le parti.

Voilà le chemin qui mène au communisme!

Venezuela: Chronique d'une très bourgeoise «révolution bolivarienne» (1)

Les élections de décembre 2006 se sont soldées par une importante victoire de Chavez; s'il n'a pas obtenu les dix millions de voix qu'évoquait sa propagande électorale, il en a quand même obtenu plus de sept millions, soit environ 63 % des suffrages contre pas tout à fait 37 % à son challenger de droite. Le nombre d'inscrits avait fortement augmenté: 16 millions contre 11 lors de l'élection de 2000 où Chavez l'avait emporté avec presque 60 % des voix; il augmenté son score par rapport à la précédente élection présidentielle, comme par rapport au référendum de 2004 (59% des voix). L'abstention, à 25%, reste non négligeable, mais elle est moins élevée qu'en 2000 (44%) et en 2004 (30%).

La victoire de Chavez sur son concurrent de droite est aussi et surtout une victoire de la démocratie sur le prolétariat. La propagande chaviste sur le socialisme du «XXIème siècle, sur une révolution populaire et nationale se réalisant pacifiquement et démocratiquement a drainé en masse les prolétaires vers les urnes.

APPROFONDISSEMENT DE LA RÉVOLUTION?

Après sa victoire électorale, Chavez a annoncé «l'approfondissement de la révolution bolivarienne» par des nationalisations. Ces déclarations fracassantes ont entraîné la chute de la bourse de Caracas et provoqué un certain émoi chez les capitalistes locaux et étrangers. Mais la manière dont se sont déroulées ces nationalisations les a rassurés.

Il s'agit de deux entreprises qui avaient été privatisées au début des années 90 par le Gouvernement de Carlos Andres Perez: la société *Electricidad de Caracas* (EDC) et la Compagnie de Téléphone *CANTV* et que les propriétaires vénézuéliens avaient revendu à des entreprises américaines. Leur renationalisation est tout le contraire d'une expropriation ou d'une spoliation car gouvernement les a rachetés «au prix du marché».

C'est ainsi que la PDVSA (l'entreprise pétrolière d'Etat) a racheté pour 740 millions de dollars l'EDC à l'entreprise américaine AES corporation, ce qui correspond à sa valeur en bourse. Paul Hanrahan, PDG de l'AES, a déclaré après la signature du contrat: «je pense que cette transaction est correcte. Cela ne faisait pas partie de nos plans de vendre EDC. Nous comprenons que c'est une décision stratégique du gouvernement vénézuélien et nous la respectons» (1). Il n'avait pas trop de raisons de se plaindre de Chavez, car en l'an 2000 celui-ci, déjà président, avait donné son feu vert à l'achat de EDC qui s'est révélée être une juteuse affaire; en outre Chavez avait même encouragé AES à racheter la CANTV! Cependant c'est finalement la société VERIZON qui en était devenue le principal actionnaire.

L'année dernière VERIZON a annoncé qu'elle voulait vendre cette entreprise comme ses autres filiales en Amérique Latine. De longues négociations ont eu lieu au cours de l'année entre le mexicain Carlos Slim (qui a détrôné l'américain Bill Gates comme l'homme le plus riche du monde) propriétaire de la compagnie de téléphone TELMEX, Verizon et les autorités vénézuélienne (y compris une entrevue de Chavez avec l'ancien premier ministre espagnol, le socialiste Felipe Gonzales qui travaille pour Slim!). Finalement, le gouvernement a décidé de racheter lui-même les actions. Selon les déclarations de VERIZON, «l'opération a été satisfaisante pour les deux parties» (2).

Le gouvernement Chavez a également décidé de «nationaliser» les intérêts pétroliers, c'est-à-dire de porter la part étatique dans l'exploitation des gisements de l'Orénoque (le plus gros gisement mondial de ce type de pétrole) à 60 %. Certaines entreprises se sont alors retirées, mais d'autres com-

me la française Total ont accepté les nouvelles conditions. Selon «Le Monde», peu suspect de sympathie pour Chavez: «Cette «renationalisation» du secteur pétrolier, sous forme de prise de contrôle majoritaire n'a surpris personne. Les contrats signés dans les années 1990, alors que le pétrole se vendait à 10 dollars, avaient octroyé aux multinationales des conditions extrêmement favorables. «L'actuel boom pétrolier aurait poussé à la tentation n'importe quel gouvernement» considère un ex-ingénieur de Total» (3). Dans quasiment tous les pays producteurs de pétrole, du Tchad à la Russie, on assiste à la même volonté des gouvernements d'essayer de s'approprier une part plus grande du gâteau.

Ces nationalisations vénézuéliennes n'ont donc rien d'extraordinaire, et encore moins d'anticapitaliste. «On est encore loin de la vague de nationalisations de 1981 en France» (4). Il est inutile d'expliquer aux lecteurs que cette vague de 1981 a laissé le capitalisme français intact! En fait, elle l'a consolidé, en recapitalisant certains secteurs où les capitalistes privés n'avaient pas les moyens d'investir suffisamment; d'ailleurs c'était le gouvernement de droite Giscard-Barre qui avait, sans employer le mot, nationalisé l'industrie sidérurgique française en pleine déconfiture, le gouvernement de gauche faisant ensuite le «sale boulot» de liquider suffisamment de sites surméraires et de licencier suffisamment de travailleurs redondants pour qu'elle redevenue rentable. Et c'est ensuite un autre gouvernement de gauche qui la privatisera, les capitalistes privés la revendant ensuite à Mittal...

Le marxisme a toujours combattu le mensonge réformiste selon lequel les nationalisations réalisées par des Etats bourgeois sont du socialisme. Engels expliquait déjà dans son ouvrage «L'Anti-Duhring» que *l'Etat bourgeois est un capitaliste collectif en idée; plus il s'empare de forces productives, plus il devient un capitaliste collectif en fait: le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est poussé à son comble.*

Les prétendus révolutionnaires qui gobent ou diffusent la propagande chaviste sur la nature socialiste et anti-impérialiste des renationalisations actuelles, sont donc non seulement complètement ignorants du marxisme; ils sont aussi complètement ignorants de l'histoire récente du monde et du... Venezuela: y avait-il du socialisme dans ce pays, avant les privatisations de Carlos Andres Perez? Ou avant que Chavez soutienne l'AES américaine? Ce n'est évidemment pas de l'ignorance, mais de la duplicité...

«AMOUR-HAINE» DES BOURGEOIS ENVERS CHAVEZ

«Business Week», la revue économique la plus influente dans les milieux d'affaires aux Etats-Unis, donne le point de vue des capitalistes de ce pays sur la situation au Venezuela: «Il n'y a pas de doute que le Venezuela est ces jours-ci un endroit plutôt effrayant pour investir. Mais sur certains côtés, les affaires y sont meilleures que jamais. (...) On pourrait appeler ça une relation d'amour-haine avec Chavez. Les entreprises locales et étrangères engrangent des profits comme ils ne l'ont jamais fait. Les flux commerciaux entre le Venezuela et les Etats-Unis n'ont jamais été aussi grands (...). Mais depuis que Chavez a déclaré que le Président Georges Bush était l'ennemi public n°1, les

Américains préfèrent garder profil bas, même si les 11000 compagnies membres de la Chambre de commerce américaine au Venezuela emploient plus de 650.000 personnes. (...) Même les compagnies pétrolières internationales - cibles préférées de Chavez jusqu'ici - selon toutes probabilités ne vont pas bouger. Bien qu'elles aient été obligées de céder le contrôle de leurs projets à la société d'Etat PDVSA, Chavez ne peut pas se permettre de se brouiller avec elles. Les entreprises où participent les sociétés pétrolières étrangères représentent 40% de la production pétrolière du Venezuela (...). D'autres entreprises non seulement ne résistent pas à Chavez, mais bénéficient de ses program-

mes. C'est le cas d'Intel, etc.» (5).

Grâce à la hausse ininterrompue des cours du pétrole, le Venezuela, qui en est un des plus grands producteurs, a multiplié par cinq les revenus tirés de son exportation depuis 1999. Cela a permis au gouvernement d'achever la paix sociale en redistribuant à la population pauvre une partie de cette manne (notamment sous la forme des «missions» fournissant éducation et soins médicaux, de la subvention aux prix des produits de première nécessité, etc.). Selon les chiffres officiels, la pauvreté aurait en conséquence diminué ces derniers temps de 62,1% de la population en 2003, à 33,9% en 2006. On peut discuter de la réalité de ces chiffres, mais il n'y a pas de doute que le succès du réformisme chaviste parmi les prolétaires repose sur la base matérielle de ces redistributions.

Mais il n'y a pas de doute non plus qu'il ne s'agit là que des miettes des retombées de la rente pétrolière. L'inégalité sociale a augmenté au cours de la même période selon un rapport de la Banque centrale (6): les plus riches se sont plus enrichis sous la «révolution bolivarienne»! La politique économique gouvernementale a surtout bénéficié au secteur bancaire et aux intermédiaires divers, sans vouloir ni pouvoir modifier la structure du capitalisme vénézuélien, dont l'économie dépend plus que jamais du pétrole.

Les prolétaires sont restés prolétaires, les 20% d'inflation suscités par le gonflement des revenus des couches moyennes parasitaires, rognant toujours plus les salaires réels.

La bonne bourgeoisie cossue de Caracas déteste la propagande socialisante d'un Chavez et méprise ses partisans. Mais elle est avant tout guidée par ses intérêts et elle a constaté l'augmentation de ses profits. Emblématique à ce sujet est l'attitude d'un Cisneros, le magnat des médias, la plus grosse fortune d'Amérique latine et la plus puissante famille bourgeoise du Venezuela. Cisneros avait autrefois financé la venue au pouvoir du populaire colonel Chavez, comme remède à la profonde crise de légitimité des structures politiques du pays. Puis, opposé à sa politique réformiste pourtant limitée, il avait été un des principaux soutiens de l'opposition et du coup d'Etat contre Chavez. Confrontés à un risque imminent d'explosion sociale qu'ils n'avaient pas mesuré, au bout de quelques heures les putschistes réinstallait Chavez au pouvoir, démontrant son rôle de **pare-feu** pour la bourgeoisie. L'opposition de droite, toujours virulente, s'exprima alors sur un terrain moins explosif (grèves patronales, etc.) (7).

En 2004, avant un référendum anti-gouvernemental initié par l'opposition, se déroula une rencontre entre Chavez, Cisneros et un ami de celui-ci, l'ancien président américain Carter qui était venu pour attester de la régularité de ces élections. Selon Chavez, à l'issue de cette réunion, Cisneros «comprit qu'il pouvait coexister avec la transformation de la société dans un sens socialiste à laquelle il aspirait» (8). Que le premier groupe capitaliste privé du Venezuela puisse coexister avec une transformation socialiste, en dit long sur la réalité de cette pseudo transformation!

Ce que Cisneros en tout cas avait bien compris, c'est que Chavez ne voulait pas s'en prendre aux capitalistes. Et lors de la dernière campagne électorale présidentielle, la chaîne de télévision de Cisneros prit nettement partie: elle consacra 84% de sa programmation politique aux positions de Chavez contre seulement 16% à son rival...

Soutenu par des grands capitalistes, assurant des profits records aux banques, la pseudo «révolution bolivarienne» est d'autant mieux tolérée par la bourgeoisie qu'elle réussit encore à anesthésier les grandes masses prolétariennes. Mais le numéro d'illusionniste d'un Chavez ne peut avoir qu'un temps, le temps limité de la croissance économique mondiale et des hauts prix du pétrole.

Les craquements boursiers sont le signe avant-coureur de la crise économique qui sous le capitalisme est le résultat inévitable

de la prospérité. Les conséquences des crises se faisant toujours sentir avec plus de violence dans les pays périphériques, les prolétaires vénézuéliens verront alors «leur» Etat, «leur» armée se dresser brutalement contre eux pour sauver le capitalisme national. D'ores et déjà le chavisme se prépare à cette éventualité en essayant de se doter d'un parti unique, populaire et patriotique, ayant les syndicats sous contrôle, et d'un embryon de milice. Les prolétaires d'avant-garde doivent s'y préparer aussi en travaillant, à contre-courant, à jeter les bases d'une révolution **mono-classiste** et **internationale: la révolution communiste.**

(1) cf «The Washington Post», 9/2/2007.

(2) cf «The Times», 14/2/2007. Le quotidien londonien cite aussi un analyste financier pour qui le prix «a du être sacrément bon pour VERIZON, sinon ils auraient traîné les pieds un peu plus longtemps». Il semble que VERIZON a été exonéré du paiement des retraites dues aux employés.

(3) cf «Le Monde», 7/7/2007.

(4) Déclaration d'un diplomate à Caracas, ibidem.

(5) cf «Business Week», 25/6/2007

(6) cf «The Economist», 11-17/8/2007.

Lors de son départ l'ambassadeur japonais au Venezuela a déclaré dans une interview, avec une ironie toute en finesse asiatique: «Nous les japonais, nous sommes beaucoup plus socialistes que le président Chavez, parce que les différences de qualité de vie entre pauvres et riches au Japon sont beaucoup plus petites qu'au Venezuela».

(7) Voir «Le Proletaire» n°462 pour notre analyse de ce putsch manqué.

(8) cf «El Nuevo Herald» (Miami), 8/7/2007.

«el programa comunista»

N° 47 - Julio de 2007
EN ESTE NÚMERO

- Futuro del capitalismo: ¿Bienestar y prosperidad? No: Crisis económicas y miseria creciente del proletariado, cada vez y siempre más numeroso y oprimido en el mundo

- En defensa de la continuidad del programa comunista (8) / Tesis suplementarias sobre la tarea histórica, la acción y la estructura del partido comunista mundial (Milán, Abril 1966) / Tesis sobre la tarea histórica, la acción, y la estructura del partido comunista mundial, según las posiciones que desde hace más de medio siglo forman el patrimonio histórico de la Izquierda Comunista (Nápoles, Julio 1965)

- Contra la represión en Oaxaca: ¡lucha proletaria anticapitalista!

- Un terrible tsunami en el sudeste asiático provoca centenares de miles de víctimas / Todas las autoridades sabían perfectamente lo que estaba sucediendo, pero nadie actuará / Los 4 países más devastados por el tsunami del 26 de diciembre 2004

- Crónica Negra y catástrofes de la moderna decadencia social (Técnica descarriada e indolente gestión, parasitaria y rapaz)

- La emigración y la revolución mundial: ¡Por la unidad del proletariado internacional!

- Unión Sagrada para condenar las revueltas de los suburbios

- Palestina, el Líbano: ¡Sionismo asesino, imperialismos y Estados árabes cómplices!

- La misión de los cascos azules es puramente de guerra imperialista: ¡Ni un solo casco azul al Líbano!

- La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (Fin)

Prix de l'exemplaire:

Europe: 3 €; 2 £; 8 FS; 25 Krs; Amérique latine: US\$ 1,5; Canada et USA: US\$ 3

Lénine

Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat (1919) (extraits)

(...)

3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'a jamais accédé au pouvoir et ne pouvait y accéder sans passer par une période de dictature, c'est-à-dire conquérir le pouvoir politique et briser par la violence la résistance la plus acharnée, la plus furieuse, qui ne recule devant aucun crime et que les exploités ont toujours opposée. La bourgeoisie, dont la domination est défendue à présent par les socialistes qui s'élèvent contre la «dictature en général» et qui portent aux nues la «démocratie en général», a conquis le pouvoir dans les pays évolués, au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de répression violente des rois, des seigneurs, des esclavagistes et de leurs tentatives de restauration. Dans leurs livres, brochures, résolutions de congrès, dans leurs discours de propagande, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple des millions de fois la caractéristique de classe de ces révolutions bourgeoises, de cette dictature de la bourgeoisie. C'est pourquoi la défense actuelle de la démocratie bourgeoise sous le couvert de discours sur la «démocratie en général», les cris et vociférations qui retentissent aujourd'hui contre la dictature du prolétariat sous prétexte de s'élever contre la «dictature en général», tout cela revient à trahir délibérément le socialisme, à passer aux côtés de la bourgeoisie, à nier le droit du prolétariat à sa révolution à lui, la révolution prolétarienne, à défendre le réformisme bourgeois précisément à l'heure où il a fait faillite

dans le monde entier et quand la guerre a créé une situation révolutionnaire.

4. En examinant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses. Il n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas un marxiste, parmi ceux qui clament maintenant contre la dictature et pour la démocratie, qui ne jureraient ses grands dieux devant les ouvriers qu'il reconnaît cette vérité première du socialisme; et à l'heure actuelle, à l'heure où le prolétariat révolutionnaire est en effervescence et mis en branle afin de détruire cette machine d'oppression et de conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme présentent les choses comme si la bourgeoisie faisait don aux travailleurs de la «démocratie pure», comme si la bourgeoisie renonçait à la résistance et était prête à se soumettre à la majorité des travailleurs, comme s'il n'y avait aucune machine d'Etat permettant au capital d'écraser le travail dans une république démocratique.

5. La Commune de Paris, célébrée en paroles par tous ceux qui désirent se faire passer pour des socialistes, car ils savent que les masses ouvrières nourrissent envers

elle une sympathie sincère et chaleureuse, a montré d'une manière particulièrement frappante le caractère historiquement conventionnel et la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, ces institutions progressives au plus haut point par rapport au moyen-âge, mais qui doivent être nécessairement remaniées de fond en comble à l'époque de la révolution prolétarienne. C'est justement Marx qui a apprécié mieux que quiconque la portée historique de la Commune et a montré dans son analyse le caractère exploiteur de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, lorsque les classes opprimées se voient octroyées de droit, une fois en quelques années, de choisir le mandataire des classes possédantes qui «représentera et réprimera» (ver- und zertreten) le peuple au parlement. C'est précisément à l'heure actuelle, à l'heure où le mouvement soviétique, embrassant le monde entier, poursuit l'oeuvre de la Commune aux yeux de tous, que les traîtres au socialisme oublient l'expérience et les leçons concrètes de la Commune de Paris, en reprenant à leur compte le vieux bric-à-brac sur la «démocratie en général». La Commune ne faut point une institution parlementaire.

6. Ensuite, ce qui fait l'importance de la Commune, c'est qu'elle a tenté de briser, de détruire de fond en comble l'appareil bureaucratique, judiciaire, militaire, policier, de l'Etat bourgeois en le remplaçant par une organisation autonome, l'organisation des masses ouvrières, qui ne connaissait pas la séparation des pouvoirs législatif et exécutif. Toutes les républiques démocratiques bourgeoises actuelles, y compris la république allemande que les traîtres au socialisme qualifient de prolétarienne en bafouant la vérité,

conservent cet appareil d'Etat. Dès lors, il saute aux yeux, une fois de plus, que les hurlements en faveur de la «démocratie en général» ne sont autre chose que la défense de la bourgeoisie et de ses privilèges d'exploiteurs. (...)

9. L'histoire du XIXe et du XXe siècles nous a montré dès avant la guerre ce qu'était en fait la fameuse «démocratie pure» sous le capitalisme. Les marxistes ont toujours dit que plus la démocratie est évoluée, «pure», et plus la lutte de classe de vient acharnée, aiguë, déclarée, plus le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie se manifestent dans toute leur «pureté». (...)

12. (...) Le point essentiel que les socialistes ne comprennent pas, et qui explique leur myopie théorique, qui fait qu'ils demeurent prisonniers des préjugés bourgeois, qui constitue leur trahison politique à l'égard du prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que la lutte des classes qui en est le fondement s'accroît d'une manière tant soit peu sérieuse, il ne peut y avoir aucun terme moyen entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tout rêve d'on ne sait quelle troisième voie est une lamentation réactionnaire de petits bourgeois. Témoin en est l'expérience d'un développement de plus d'un siècle de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier dans tous les pays évolués, notamment l'expérience des dernières cinq années. C'est ce qu'établissent également la science de l'économie politique, le contenu du marxisme qui explique la nécessité dans toute économie marchande de la dictature de la bourgeoisie qui ne peut être remplacée que par la classe développée, multipliée, cimentée, renforcée par l'évolution même du capitalisme, c'est à dire la classe des prolétaires.

L'Entrée de Fadela Amara au gouvernement: une confirmation, pas une trahison !

Fadela Amara, présidente de «Ni Putes, ni Soumises» est (était?) une personnalité élue du PS qui trouvait le moyen d'être encensée par au moins une partie de l'extrême-gauche (Lutte Ouvrière en particulier), en raison de sa lutte contre le voile et de sa défense de la «laïcité».

Mais elle avait toujours en réalité mené son combat au nom des «valeurs la République», c'est-à-dire au nom de valeurs **bourgeoises** et pour la défense de l'Etat français, l'un des plus criminels parmi les criminels Etats capitalistes!

Ni Pute Ni Soumise et sa présidente s'étaient donc alliées depuis longtemps à des institutions bourgeoises: Armée, Sénat (F. Amara avait osé rendre hommage à Debré, auteur des fameuses lois anti-papiers), police, et autres pour obtenir reconnaissance et subventions. Nous avons rappelé les remerciements empressés qu'elle avait adressés au groupe hôtelier Accor pour son soutien, au moment même où une poignée de travailleuses (immigrées) luttait contre l'exploitation dans ce groupe.

Que Fadela Amara aille aujourd'hui ouvertement à la soupe dans un gouvernement très réactionnaire ne doit donc surprendre personne (ni qu'elle soit soutenue en cela par les vendus de SOS Racisme): à sa place avec les divers pourris qui y siègent, elle va continuer au gouvernement son activité antiprolétarienne. Quant aux militants PS qui, derrière le sigle «NPNS en colère», crient à la trahison, ils ne protestent pas en réalité contre cette activité, mais contre le fait qu'en se dévoilant au gouvernement, Amara va la rendre impossible et discréditer définitivement ce mouvement. Tant mieux!

Demandez notre petit fascicule:

**«Ni putes, ni soumises ...
mais au service de
l'Etat bourgeois»**
(Juillet 2004 - 0,50 €)

«Auschwitz ou le grand alibi» n'a pas droit de cité à la Fête de Lutte Ouvrière

Pour la première fois depuis une vingtaine d'années, «Lutte Ouvrière» a refusé cette année de nous accorder un stand à sa fête de la Pentecôte sur son site de Presles en région parisienne.

Depuis la création de cette fête dans les années soixante-dix, L.O. accorde gratuitement aux organisations politiques qui le veulent la possibilité d'y avoir un stand et d'y tenir des forums sur le thème de leur choix, sans autre condition que de respecter quelques règles minimales (pas de ventes commerciales, etc.). LO peut ainsi se vanter sur les colonnes de son hebdomadaire que sa fête est «un grand rassemblement d'extrême gauche» avec des groupes politiques de France, d'Europe, d'Amérique, etc. Ceci correspondant à la vieille conception trotskyste de la «démocratie ouvrière» (après 68 L.O. allait jusqu'à écrire que le futur parti du prolétariat verra démocratiquement coexister en son sein tous les courants du mouvement ouvrier, «des anarchistes aux bordiguistes!»).

Bien que L.O. n'ait pas motivé son refus, celui-ci est à l'évidence la conséquence d'un incident provoqué l'année dernière par l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP). Le président de cette organisation était allé «faire un scandale» (selon l'expression de la responsable de LO) à la direction de la Fête parce que notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi», qualifiée par lui de «négalionniste», était proposée à la vente sur notre stand (à noter que l'énergumène avait fièrement déclaré à un camarade qu'il ne l'avait jamais lue).

Après cet incident nous avons reçu de Lutte Ouvrière une courte lettre:

«Chers camarades,

Tout d'abord nous vous remercions pour votre participation à notre fête.

Une remarque cependant. Vous avez réédité, ce qui est votre droit, mais surtout réaffiché un texte «Auschwitz ou le grand Alibi» et une brochure qui, depuis des années, suscite [sic] des incidents avec d'autres groupes présents sur la Cité politique [la partie de la Fête où se trouvent les stands des groupes politiques]. Vous le savez nous ne partageons pas votre opinion sur le problème que vous évoquez dans cette

brochure et encore moins la façon provocante dont vous la défendez, comme nous avons de profondes divergences avec la totalité des groupes politiques qui tiennent un stand à notre fête. Cela ne nous empêche pas de les accueillir, à condition bien sûr qu'ils se situent sur le terrain de la défense des intérêts de la classe ouvrière et qu'ils permettent de faire coexister différents groupes dans une même fête, dont vous avons le souci de maintenir la bonne tenue. Mais nous sommes un peu fatigués d'avoir à arbitrer vos différends avec d'autres groupes. Il nous semble même que vous prenez un malin plaisir à utiliser le cadre de la fête pour continuer un match avec d'autres sur ce terrain. Nous avons déjà demandé à votre représentant, en 1998 puis en 2000, de ne pas mettre en évidence cette brochure à notre fête, voire de ne pas la mettre en vente du tout. Nous insistons pour que vous respectiez l'engagement que vous aviez pris alors.

Avec notre salut révolutionnaire, etc.»

En réponse, nous écrivions:

«(...) Pour en venir à l'incident causé par l'UJFP qui a motivé votre lettre, il nous semble utile de préciser quelques points.

1) Nous ne prenons aucun «malin plaisir» à ce genre d'incidents, ni ne cherchons en aucune façon à «utiliser le cadre de la fête pour continuer un match avec d'autres» (...).

2) Nous n'avons jamais affiché, ni cette année ni les années précédentes cette brochure «de façon provocante», à tel point que lorsque le représentant de l'UJFP s'est déplacé à notre stand, il n'arrivait pas à la trouver. Il a fallu que la personne qui l'accompagnait lui indique où la chercher (avec nos publications sur le fascisme et l'antifascisme). Nous avons cette année sur le stand 3 affiches qui portaient sur les récentes luttes en France, sur l'intervention militaire au Tchad et sur les attaques contre les travailleurs immigrés.

En même temps que toutes nos publications, nous avons présenté cette brochure à la fête pendant une vingtaine d'années (...) sans qu'il n'y ait jamais eu d'incidents. Mais en 1998, dans un climat de dénonciation d'une prétendue collusion «rouge-brun» entre l'«ultra-gauche» et l'extrême droite, l'organisation «Ras l'Front» fit un scandale

pour obtenir son retrait du stand de l'organisation «PCI/II Programma Comunista» qui la diffusait comme nous. Les camarades d'II Programma Comunista nous dirent effectivement que vous leur aviez demandé de ne pas exposer cette brochure de façon ostentatoire et que vous alliez l'étudier pour déterminer si elle était réellement négationniste. En 2000, «Ras l'Front» récidiva en diffusant un tract qui appelait «tous les organisations présentes à la fête» à faire pression sur Lutte Ouvrière pour obtenir l'interdiction de notre brochure. A notre connaissance aucune organisation n'a répondu à cet appel. En 2004, lors de la réunion préparatoire à la fête de cette année-là [le responsable de LO], en présence de la représentante de «Ras l'Front», appela tous les groupes participants à la tolérance mutuelle, demandant de ne pas accuser à la légère certains d'être négationnistes alors qu'ils ne le sont pas, et de ne pas accuser LO de complicité avec cela. Ni en cette occasion, ni en aucune autre, vous nous avez demandé de ne pas mettre cette brochure en vente. (...)

3) Nous n'avons jamais laissé entendre à personne que Lutte Ouvrière pouvait, d'une façon ou d'une autre, avoir le moindre accord ni endosser la moindre responsabilité politique avec les positions affirmées dans cette brochure, comme d'ailleurs avec l'ensemble des positions qui nous caractérisent. Votre courant diffère sans aucun doute du nôtre sur la façon de lutter contre le fascisme. Mais si les thèses particulières de notre brochure sont chaudement critiquées, elles le sont surtout par ceux qui, sous prétexte d'antifascisme, préconisent une alliance «démocratique» de tous les «républicains» contre un Le Pen. Quel que soit le jugement porté sur elles, il est impossible de nier que ces thèses se situent intégralement sur le terrain de la défense des intérêts de la classe ouvrière. (...)

Il vous revient bien entendu de décider quelles sont les positions politiques dont vous acceptez l'expression dans la cadre de votre Fête, et quelles sont celles qui n'y ont pas droit de cité. Nous espérons que nos thèses ne font pas partie de ces dernières; autrement dit que, compte tenu de ce que

(Suite en page 8)

«Auschwitz ou le grand alibi» n'a pas droit de cité à la Fête de Lutte Ouvrière

(Suite de la page 7)

nous venons d'expliquer, vous n'y interdirez pas la présence de notre brochure.

Salutations communistes»

* * *

Sa réponse, Lutte Ouvrière vient de nous la donner: ni «Auschwitz ou le grand alibi», ni notre organisation n'ont plus droit de cité dans sa Cité politique. Sa «démocratie ouvrière» s'est révélée, comme c'était inévitable, aussi mensongère que la démocratie bourgeoise.

Il y a quelques années LO, à la différence de ses scissionnistes de la «Voix des Travailleurs», se sentait assez forte pour faire le dos rond face aux pressions qui la poussaient à s'aligner dans un bloc de gauche anti-Le Pen (les attaques contre notre présence à leur fête, reprises jusque dans les colonnes du quotidien Le Monde faisaient partie de ces pressions), se donnant ainsi une image d'«intransigeance» ouvrière et anti-politicienne qui n'a pas peu contribué à son audience électorale. Bien qu'embarrassée par la polémique autour de notre brochure, elle pouvait nous *tolérer* et se contenter de nous sermonner. Mais aujourd'hui elle est «un peu fatiguée»!

Fatiguée de quoi en fait, si ce n'est de son

trop grand isolement par rapport aux grands courants réformistes? C'est ce qui explique que LO ait cette année axé toute son activité politique - c'est-à-dire sa participation aux élections - dont sa Fête constitue l'un des moments importants, sur le ralliement à Ségolène Royal aux présidentielles et aux candidats de gauche aux législatives (ses électeurs, ayant trop bien compris ces nouvelles consignes, les ont d'ailleurs suivies, à son grand dam, dès le premier tour!). Une telle orientation impliquait de ne pas courir le risque de voir se renouveler un «scandale» public à propos de la présence à Presles d'une brochure qui fait voir rouge tous les réformistes et les démocrates de gauche et d'extrême gauche: «Auschwitz ou le grand alibi» démolit en effet l'idéologie antifasciste démocratique qui est la valeur suprême de toutes ces canailles en démontrant la complicité des Démocraties bourgeoises et la responsabilité du capitalisme dans le massacre des Juifs par l'Allemagne nazie (1).

Notre exclusion a donc été la conséquence logique du rapprochement de L.O. avec le PS (rapprochement chaleureusement salué par Royal et tous les hiérarques de la rue Solferino), de même que la tribune accordée encore une fois à la Fête à la socialiste et future ministre de Sarkozy Fadela Amara (Ni

Putes Ni Soumises) fait également partie de la logique des choses. Ne pourraient s'étonner ou se scandaliser de ce rapprochement que ceux qui prennent au sérieux les affirmations communistes et révolutionnaires que l'on peut trouver ici et là dans les publications de L.O. Alors que ces affirmations ne sont que de la poudre aux yeux à destination des contacts et sympathisants (et c'est bien la raison pour laquelle elles ne sont jamais professées publiquement à la télévision, à la radio ou dans les divers médias), comme chez les sociaux-démocrates d'autrefois où les discours socialistes du dimanche n'avaient d'autre fonction que d'enjoliver la pratique réformiste de la semaine. Rappelons que sur la question du voile islamique et de la laïcité, LO a fait front commun non seulement avec les partis réformistes, mais aussi avec l'Etat bourgeois, Arlette Laguiller manifestant bras dessus bras dessous avec Fadela Amara et Nicole Guedj, présidente de l'organisation professionnelle Union des Patrons Juifs de France et alors ministre de Chirac! Ou que lors de la révolte des banlieues, elle s'est rangée du côté de l'ordre établi en traitant d'«asociaux» les jeunes révoltés...

En fait Lutte Ouvrière, comme toutes les organisations pseudo-révolutionnaires que les bolcheviks appelaient «centristes», est un **flanc-garde** des grandes forces réformistes contre-révolutionnaires qu'elle ne critique jamais que pour mieux s'y soumettre et y soumettre les prolétaires.

Le petit épisode de notre exclusion en donne, s'il en était besoin, une nouvelle démonstration.

(1) Nous renvoyons le lecteurs à cette brochure (Brochure Le Proletaire n°11) ainsi qu'à la suivante: «A propos de la polémique sur notre texte Auschwitz ou le grand alibi: Ce que nous nions et ce que nous affirmons» (Brochure Le Proletaire n° 26).

LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI (extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie» / Bouquiniste, place d' Arménie / «Vents du Sud», 7 rue du Mchal Foch / **Albi:** Maison de la presse, 12 Place du Vigan / **Belfort:** Relais H, Avenue Wilson / **Brest:** «Bouquiniste et Librairie», 21 rue Navarin / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvore», 3 rue de l'Ente / **La Mede:** Centre Cial Carrefour / **Lille:** Relais H, Place de la Gare / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux du Vieux Port, Quai des Belges / Paidos, 54 Cours Julien / **Mayenne:** Maison de la Presse, 14 rue Aristide Briand / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jacque Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg de Figuerolles / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1 bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Thionville:** Maison de la Presse, 1 Place au Bois / **Toulon:** Hall de Presse, Bvd Maréchal Leclerc / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / Maison de la Presse du Beffroi, 36 rue de Jemmanes.

Qu'est-ce que l'UJFP ?

L'«Union Juive Française pour la Paix» est une organisation créée en 1994 à propos du conflit israélo-palestinien; ses grands objectifs sont établis par la charte ci-dessous:

• *Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, et en mettant en oeuvre le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien, y compris le droit de créer son propre Etat indépendant. Le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967 constitue une étape nécessaire à l'accomplissement de l'autodétermination palestinienne. Le droit à l'autodétermination est déjà, bien entendu, clairement établi pour le peuple israélien.*

• *Toute forme étatique ultérieure que les peuples de la région pourront établir dépendra de l'évolution des relations entre ces peuples, notamment entre Palestiniens et Israéliens. Nous espérons qu'elles évolueront dans le sens de la paix, de la coopération mutuelle et de la justice sociale. Nous militerons pour encourager de tels développements.*

• *L'Union Juive Internationale pour la Paix (UJIP), qui existe depuis 1982 sur le plan international, est une organisation laïque progressiste. Son affiliée française, l'UJFP, accepte des membres Juifs et non-Juifs qui veulent bien travailler ensemble pour réaliser ces objectifs.*

• *L'UJFP lutte en France contre le racisme sous toutes ses formes; lutte pour faire entendre une voix juive laïque et progressiste opposée à tout enfermement communautaire; travaille au dialogue avec toutes les composantes de notre société.*

Sur son site l'internaute peut lire le texte d'une Conférence faite par l'un de ses dirigeants (Stambul) sur le thème de l'antisémitisme (1). Après de choses incontestables (comme la dénonciation du chantage à l'antisémitisme fait par les sionistes), l'auteur traite de ce qu'il appelle «les nouveaux antisémites»; il met en cause l'«ultra-gauche» et notre texte que visiblement il n'a pas lu:

«Le «négationnisme», c'est-à-dire la négation de la réalité du génocide est né à l'extrême droite mais il a prospéré à l'ultra-gauche. (...) Dans les années soixante les Bordighistes publient «Auschwitz ou le grand alibi». Ce n'est pas une négation du génocide, mais une mise sur le même plan du nazisme, du capitalisme et du stalinisme».

En réalité notre texte se garde bien de mettre sur le même plan un **mode de production** (le capitalisme) et les **formes politiques**

diverses revêtues par l'Etat dont la fonction est de défendre ce mode de production; quant au «stalinisme» ou plutôt au régime en vigueur alors en Russie, il n'y est fait allusion que dans les quelques phrases que la préface de 1979 consacrait à l'antisémitisme dans ce pays. L'accusation portée généralement contre notre courant et notre brochure est de mettre sur le même plan nazisme (fascisme) et **démocratie**. Si Stambul ne s'est pas bien rappelé ce qu'il avait lu trop vite à ce sujet chez Vidal-Naquet, le vague souvenir que nous imputons au capitalisme les crimes du nazisme lui suffit pour nous condamner à figurer parmi les nouveaux antisémites! Comment expliquer cette conclusion si manifestement absurde?

Fondée sur les bases démocratiques bourgeoises que nous avons citées plus haut, l'UJFP ne peut évidemment prendre en compte les alignements des classes sociales et leurs affrontements au Moyen Orient comme ailleurs, ni réfléchir à la nature de classe des «formes étatiques» existantes ou potentielles. Elle peut encore moins songer à remettre en cause le capitalisme et l'ordre impérialiste international. Au contraire elle veut s'appuyer sur le Droit international - codification des rapports entre les Etats bourgeois - pour résoudre l'injustice faite aux Palestiniens, comme en témoigne l'interview d'un autre de ses dirigeants:

«Croyez-vous à un règlement de la question israélo-palestinienne par le droit ?

- Oui. Notre exigence au niveau international est l'application du droit. L'application du droit nous concerne tous, et nous sommes tous tenus, tout en en connaissant les limites, à prendre le Droit International comme base de tout règlement. (...) Aujourd'hui, il y a un mouvement international et européen qui s'est créé, que la Fédération des Juifs Européens pour une Paix Juste soutient: ce mouvement exige le respect du droit, et des sanctions à l'égard d'Israël tant qu'il ne respecte pas le droit. Cette campagne est soutenue par les Israéliens progressistes et par les Palestiniens, autour de cette idée de l'application du droit».

Et bien entendu, les démocrates de l'UJFP croient par dessus le marché à un rôle particulier de la France:

«La France a un rôle particulier, parce que la France a été un des pays dont le gouvernement d'alors a largement collaboré avec l'occupant nazi, édicté des lois fascistes qui ont allégrement contribué à la destruction des Juifs, et parce qu'elle a une histoire colonialiste. Et si la France assume son Histoire, elle est en mesure d'avoir un rôle. Bien que l'on sache qu'Israël condamnerait immédiatement

la France tout comme l'Allemagne et les autres pays d'être à nouveau antisémites si leurs gouvernements affirmaient leur opposition à la politique israélienne, nous devons le Droit de notre gouvernement qu'il respecte le Droit International et les obligations que celui-ci fait à la France de le faire respecter» (2).

A l'inverse de ces phrases creuses, il n'y a pas besoin d'être marxiste pour savoir que **la force prime le droit**, même si les ex-trotskystes qui peuplent l'UJFP l'ont oublié: il suffit de regarder ce qui se passe tous les jours dans le monde et en particulier au Moyen-Orient. On ne compte plus les résolutions de l'ONU et les arrêts des cours de justice internationale tranquillement ignorés par Israël grâce au soutien sans faille des Etats-Unis dont il est le mercenaire intouchable! Ce n'est pas le droit international et les résolutions de l'ONU qui ont obligé le colonialisme français à lâcher prise, mais la lutte armée des insurgés algériens ou vietnamiens. Les décennies qui se sont écoulées ont donné la preuve irréfutable que la fin de l'oppression des masses palestiniennes ne pourra jamais venir des appels rituels au respect du droit international ou à l'intervention des requins impérialistes: elle ne pourra venir que de la lutte révolutionnaire des prolétaires de la région et des prolétaires des puissances impérialistes fraternellement unis pour combattre le capitalisme mondial.

Si cette perspective n'est malheureusement pas immédiate, c'est pourtant elle que redoutent les bourgeois et leurs valets réformistes de tout poil; ils s'efforcent donc en permanence de la prévenir en répandant leurs absurdes **mensonges** sur le droit, l'égalité des nations, la démocratie, l'ONU, qui permettraient de résoudre les injustices, de faire disparaître les oppressions et d'instaurer la Paix et la Justice entre les Peuples.

Le fait qu'elle revendique sur le terrain des positions ouvertement antisionistes, chose plutôt rare dans les milieux juifs, n'empêche pas que l'UJFP participe pleinement à cette campagne permanente d'intoxication des prolétaires par l'idéologie bourgeoise démocratique.

Et on comprend alors pourquoi notre texte «Auschwitz ou le grand alibi» qui démasque cette idéologie antiprolétarienne l'indigne au point d'aller demander à Lutte Ouvrière de nous interdire, en attendant sans doute de pouvoir faire un jour la même demande à la police...

(1) Conférence de Pierre Stambul, vice-président de l'UJFP, Valence le 26/11/05. ujf.fr

(2) Interview à «Dissidence» de Georges Gumpel, délégué régional Rhône-Alpes de l'UJFP (et vice-président du Collectif lyonnais de soutien au peuple palestinien).

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2e liste 2007

Aix, réunions: 60,00 + 63,00 / Besançon: 20,00 / David: 20,00 / Daniel: 270,00 / Eric: 2,50 / Jean-Paul: 2,50 / Joël: 12,50 / Paris: 700,00 / Premier mai: 100 / Richard: 1,50 / Roger: 20,60 / Rosario: 10,80 / Vaillant: 12,96 / Victor: 20,00

Total liste: 1316,36 Euros
Total général: 3408,36 Euros

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**